



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-7-1/2023-7-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 1^{er} juillet.

Le système de santé dans l'Est du pays est au bord de la rupture, prévient l'OMS. Le responsable principal des urgences de l'OMS, a déclaré aux journalistes lors d'un point de presse régulier à Genève qu'il y avait eu une augmentation importante des déplacements en raison de la violence continue alimentée par des groupes armés, ayant pour conséquence qu'environ 7,4 millions de personnes ont besoin d'une assistance sanitaire. Depuis mars 2022, près de trois millions de personnes ont été chassées de chez elles dans l'est du pays, dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Le Dr Castilla a souligné que de nombreuses personnes en déplacement avaient été attaquées à plusieurs reprises. Dans la région de Goma, « quand elles se déplacent, les maladies aussi se déplacent avec elles. Le choléra s'est propagé dans la région, et on compte maintenant 25.000 cas. La zone où elles sont arrivées enregistre le plus grand nombre ». Le système de santé du pays est soumis à une énorme pression en raison des épidémies de COVID-19, de rougeole, de poliomyélite et de mpox. La fièvre jaune, le choléra et le paludisme sont en hausse en raison des catastrophes naturelles récurrentes et du manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les personnes en déplacement, a indiqué l'OMS. En plus de l'insécurité endémique, les inondations du début de cette année ont tué et blessé des centaines de personnes et touché 36 établissements de santé dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Kasai et de Tshopo, augmentant encore les besoins en matière de santé. La faim et la malnutrition augmentent, a dit l'expert de l'OMS, forçant certains des déplacés à retourner sporadiquement dans leurs régions d'origine juste pour survivre et les exposant à de nouvelles violences, à des chocs de santé mentale et à des tensions psychosociales. Près de 26 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë cette année, le nombre le plus élevé de personnes en situation d'insécurité alimentaire au monde. Sur les 174 millions de dollars nécessaires pour fournir une assistance sanitaire d'urgence, seuls 23 millions de dollars (13%) ont été mobilisés jusqu'à présent, a indiqué l'OMS. (Avec ONU Info)

63 ans après l'indépendance, le secteur agricole congolais peine à décoller (experts). L'agriculture a été un des fleurons de l'économie nationale à l'époque coloniale. Le Congo a été dans les années 50, premier exportateur africain d'huile de palme et second exportateur au monde. Il occupait aussi une bonne position par rapport au caoutchouc, café, cacao, maïs, thé et autres cultures pérennes. C'était grâce à la politique mise en place en 1910 par la direction générale de l'agriculture au sein du ministère belge des colonies. Car, les matériels, semences, moniteurs agricoles et moyens de transport étaient à la portée des paysans. Mais, au fil des années après l'indépendance, l'agriculture congolaise a perdu sa priorité, ses lettres de noblesse. Les multiples programmes de relance dont notamment le plan de développement décennal (objectif 80), le projet d'appui à la relance du secteur agricole (PARSA), le document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté

(DSRP), le Programme de relance de l'agriculture dans la province de l'Equateur (PRAPE), n'ont été que de simples slogans, voire des sources d'enrichissement illicite, affirment certaines sources. Comme conséquence, le secteur agricole est aujourd'hui par terre, au point que le pays, qui exportait jadis, importe aujourd'hui du riz, du maïs ou de la tomate.

Kinshasa : l'ONG ASADHO récusé les indemnités forfaitaires accordées aux expropriés du site Kin Malebo. Le président de l'Association africaine de défense des droits de l'homme a fustigé la procédure de cette expropriation : « les expropriés n'ont jamais été contacté par le ministère des affaires foncières, pour pouvoir négocier avec eux, et obtenir leur accord pour que leurs parcelles soient reprises par l'Etat. Et quand cet accord n'est pas trouvé, l'autorité saisit un tribunal compétent, qui va vérifier les conditions de respect de la loi, qui encadre l'expropriation pour éviter que les autorités ne puissent se conduire comme si nous étions dans une jungle. Et évidemment, c'est ce qui se passe aujourd'hui, parce que cette loi est violée ». Il a récusé la proposition de l'Etat Congolais de payer les indemnités forfaitaires à plus de 300 propriétaires expropriés de ce site, en vue de l'utiliser pour d'autres fins. Il exige un paiement d'indemnités sur base de la valeur des maisons qui étaient érigés sur ce site, assorti d'un accord entre les deux parties.

Martin Fayulu appelle « le peuple congolais à exiger des élections transparentes, inclusives et apaisées ». « Le peuple congolais mérite mieux. Notre pays est au bord du gouffre total. Sa colonne vertébrale sécuritaire est brisée, ses institutions politiques fragilisées et affaiblies, sa situation économique et sociale est désastreuse. 63 ans après, l'espoir qu'avait suscité l'indépendance s'est évanoui », a regretté le Président du parti politique de l'opposition Engagement citoyen pour le développement Selon lui, toutes les opérations du circuit électoral en cours sont «tribalisées».

Ituri : la Réserve de Faune à Okapi condamne l'attaque meurtrière contre ses éco-gardes, dans la nuit de mercredi à jeudi dernier. Un groupe d'éco-gardes en patrouille a été ciblé par des hommes armés, à « Mondial », un site minier illégal situé dans le secteur de la réserve. Des échanges de tirs s'en sont suivis. Un ranger a été tué et un autre blessé. Un des assaillants a été capturé. Le conservateur en chef de ce site demande à la population d'être vigilante et de dénoncer toute activité suspecte qui pourrait troubler la paix dans la RFO.

Ituri : le gouverneur exhorte les miliciens de Mongwalu à rejoindre le P-DDRCS. Dans un rassemblement populaire qu'il a animé au rond-point Kirikou, il a émis le vœu de voir cette entité redevenir l'un des poumons économiques de l'Ituri. « Comme nous entamons l'ère du retour de la paix, nous allons bientôt programmer des projets de réhabilitation et de construction des infrastructures sociales de base », a-t-il déclaré. Séance tenante, il a annoncé, sans fixer une date, l'arrivée sur place d'une équipe technique pour évaluer les besoins, afin d'améliorer les conditions de prise en charge des malades à l'hôpital général de référence de Mongwalu. Il a exhorté les différentes communautés au pardon et à la réconciliation, gage d'une paix durable.

Des jeunes entrepreneurs de Beni demandent au gouvernement l'allègement des taxes. Ils l'ont exprimé lors d'une rencontre entre des anciens étudiants de l'Université chrétienne bilingue du Congo (UCBC) et ceux qui sont inscrits au sein de cette université. Les échanges ont tourné sous le thème « indépendance et entrepreneuriat des jeunes : quelle valeur ajoutée pour la société congolaise ». Au cours de cet échange d'expériences, les jeunes entrepreneurs, anciens de l'UCBC et qui évoluent dans la partie Est du pays, notamment dans la région de Beni et Bunia, ont plaidé pour le financement de leurs projets, l'allègement des taxes et aussi des formations permanentes.

Esaïe Musayi, ancien de l'UCBC, s'est lancé dans la maintenance des équipements médicaux. Il a saisi une opportunité pour lancer le projet.

Maniema : nouvelle hausse de prix du carburant dans la ville de Kindu. Un litre de carburant se vend à 10 000 FC (4.3USD), depuis ce 1^{er} juillet chez les revendeurs appelés communément Kadafi et à 6500 FC (2.8USD) à la pompe dans les stations-services. Le président provincial des pétroliers du Maniema, explique cette situation par la rupture des stocks du carburant dans la ville de Kindu. Les causes de cette rupture restent le manque des voies d'approvisionnement et l'impraticabilité des routes.

Le Service national a produit plus de 15.000 tonnes de maïs en 2023. Le Service national affirme avoir accru sa production de maïs de 1.000 tonnes en 2019 à plus de 15.000 tonnes en 2023. En augmentant la capacité et les moyens de production, le Service peut réaliser des résultats impressionnants. Créé par décret-loi 032 du 15 octobre 1997, le Service national est un organe paramilitaire d'éducation, d'encadrement et de mobilisation des actions civiques et patriotiques en vue de la reconstruction du pays. Il est chargé de d'organiser sur l'ensemble du territoire national, des centres d'encadrement de jeunes filles et garçons désœuvrés, de jeunes finalistes d'enseignement secondaire ou universitaire, en vue de leur inculquer une éducation civique et patriotique, de les

initier aux travaux de production agricole, suivi d'une professionnalisation éventuelle, et de leur donner une formation paramilitaire.

Dimanche 2 juillet.

Félix Tshisekedi au Gabon pour participer au sommet de la CEEAC sur l'insécurité dans certaines régions de la RDC. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi participe depuis ce samedi 1er juillet à la XXIIIe session de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Même si le thème de la XXIIIe session de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), sommet de Libreville est consacré à la problématique du financement de cette institution sous-régionale, la guerre du Soudan et l'agression de la RDC par le M23, soutenu par le Rwanda se sont invités au débat. Les participants aux travaux préparatoires ont déploré la persistance de l'insécurité dans certaines régions comme à l'Est de la RDC où les groupes armés écumant les localités entières.

Augustin Matata pour un processus électoral inclusif et un audit du fichier électoral. L'opposant Augustin Matata Ponyo salue l'initiative du président de la Ceni de rencontrer les opposants Martin Fayulu, Moise Katumbi, Delly Sessanga et lui-même. « C'était une rencontre intense, intéressante et productive ». Le Président de la Ceni a accordé une oreille attentive à la réclamation des leaders de l'opposition qui insistaient sur la réalisation de l'audit du fichier électoral par une organisation ou une structure ou cabinet indépendant de renommée internationale. « Il a accepté d'exposer cette revendication insistante à la plénière de la Ceni », conclut Matata Ponyo.

Des ONG accusent Felix Tshisekedi d'encourager les violations des droits de l'homme. Des ONG de défense des droits de l'homme ont accusé, samedi 1er juillet, le Président Félix Tshisekedi de donner des instructions aux forces de l'ordre qui violent les droits de l'homme. Parmi ces violations, ces ONG citent les arrestations arbitraires, les enlèvements, la multiplicité des services prétendument de sécurité et des enlèvements à Kinshasa par des agents de sécurité « sous de fallacieux motifs d'atteinte à la sécurité ou menace à la sécurité ». « Plus de doute sur l'identité du donneur d'ordre et auteur intellectuel des exactions contre les personnes et leurs biens », déclarent ces organisations. « Je m'attaquerai sans hésitation, sans remords à tout Congolais qui mettrait en danger la sécurité et la stabilité de notre pays, peu importe ce que l'on dira : violation des droits de l'homme, privation de liberté ou encore je n'ai aucune leçon à recevoir de qui que ce soit », avait déclaré le Président Tshisekedi. Cette phrase est celle qui a retenu l'attention de ces ONG et les pousse à rappeler que des motifs de sécurité servent des raisons pour perpétrer des actions contre les civils ou les personnes ayant un avis contraire au régime.

Elections 2023 : la DYPRO entend aligner 450 députés nationaux. Le président de la Dynamique progressiste de l'opposition (DYPRO), affirme « la DYPRO entend déposer sur l'ensemble du pays 450 députés nationaux déjà retenus, après toilettage sur plus de 1000 candidatures reçues. Nous allons aligner un candidat président de la République, des candidats députés nationaux et provinciaux. Et pour le suffrage indirect, nous ferons la même chose ». Il a en outre confirmé avoir finalisé l'harmonisation et la consolidation des listes de ses candidats députés nationaux sur l'ensemble du pays. En mai dernier, les militants des partis politiques regroupés au sein de la Dynamique progressiste de l'opposition avaient marché pour soutenir le processus électoral en cours en RDC.

Kindu : le PROVED du Maniema 1 satisfait du respect du calendrier scolaire dans son entité. Le directeur de la province éducationnelle Maniema 1, a exprimé, samedi 1 juillet, sa joie de voir les écoles de son entité respecter le calendrier scolaire 2022-2023 « c'est un sentiment de joie qui m'anime, voyant que les écoles ont récupéré le calendrier normalement après les années de turbulences dues au Corona virus. Voilà le calendrier scolaire revient à la normale, espérant que l'année prochaine on aura à commencer l'année scolaire dans des meilleures conditions et à la date indiquée ». Presque dans toutes les écoles et dans les quatre coins de la ville de Kindu, des parents ont manifesté des scènes de liesse.

Année scolaire 2022-2023 : abandon de plus de 130 finalistes du secondaire au Kwilu 1. Selon l'Inspecteur principal provincial, sur le total de 4.040 finalistes inscrits, 3.911 dont 1982 filles, ont participé à la session ordinaire de l'examen d'Etat 2023. « Les causes des abandons sont de plusieurs ordres, mais la première cause ce sont les frais scolaires devant lesquels les parents n'arrivent toujours pas à faire face. Nous inscrivons beaucoup de finalistes au début de l'année, il y a de l'engouement, mais à un certain moment, les parents butent sur des difficultés à payer les frais scolaires et alors les enfants abandonnent. D'autres causes, il y a ceux qui

abandonnent pour se marier, il y en a qui meurent, ou qui déménagent, etc ». Des parents et fonctionnaires de Bandundu (Kwilu), ont confirmé cette triste réalité. Parmi ces 130 cas d'abandon, il y a 84 garçons et 47 filles.

Ituri : des habitants de Mongwalu appellent le gouverneur à améliorer leur sécurité. Ils ont demandé à l'autorité de la province de s'impliquer dans l'affaire opposant la communauté locale à l'entreprise Mongwalu Gold Mines. La population accuse cette société de ne pas mener des réelles activités d'exploitation d'industrielle d'or sur une vaste étendue de terre qu'elle exploite depuis de nombreuses années. Le gouverneur a promis de soumettre ce dossier à sa hiérarchie pour qu'un terrain d'entente soit trouvé entre les deux parties. A cette occasion, il a exhorté les jeunes de Mongwalu, détenant les armes, à rejoindre le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS).

Ituri : 28 ex-otages échappent des mains des ADF à Mayuwano. C'était à la suite d'un accrochage entre un groupe de Mai-Mai Wazalendo et des ADF en errance dans cette contrée de la province de l'Ituri. La société civile de Mambasa qui cite les rescapés, indique que plus 150 autres otages toujours retenus par ces ADF subissent des traitements dégradants et sont entre la vie et la mort. Plusieurs villages proches de Mambasa-centre sont ces derniers jours sous la menace d'attaque des ADF.

Kinshasa : ouverture de l'atelier d'évaluation de la coopération militaire RSA-RDC. L'Afrique du Sud et la RDC évaluent, du 1^{er} au 3 juillet, le niveau de leur coopération militaire. Des officiers militaires, hautes personnalités et experts de la sécurité des deux pays prennent part à ces assises, préparatoires au sommet des chefs d'État du 7 juillet à Kinshasa. Cette rencontre entend sceller un partenariat entre l'Afrique du Sud et la RDC.

2 573 438 de personnes ont bénéficié de l'aide de la CARITAS Congo, en 2022. Le communiqué de la Caritas, indique qu'au moins 527.720 personnes ont été touchées par des actions de promotion du développement durable, 61.620 autres ont reçu de l'aide d'urgence et 93.570 ont été traitées de diverses maladies, tandis que 60.898 ont bénéficié des moustiquaires imprégnées d'insecticide. 1.829.630 personnes ont été sensibilisés contre les différentes maladies notamment COVID-19, Ebola, VIH/Sida, paludisme et autres. Pour réaliser ces activités, la Caritas a pu mobiliser 15.345.307,71 USD auprès de différents partenaires, dont le gouvernement congolais. Ses interventions de 2022 ont touché les domaines suivants : prévention et réponses aux urgences ; promotion de la santé ; lutte contre les maladies, sécurité alimentaire, renforcement des capacités.

Maniema : l'Hôpital général de référence de Kasongo doté des kits d'accouchement. L'avocat Dieudonné Kimba a doté, samedi 1^{er} juillet, l'Hôpital général de référence de Kasongo (Maniema) des kits d'accouchement. Ces matériels sont constitués des lits et boîtes d'accouchement et des pèse-bébés. Le donateur a expliqué à Radio Okapi le sens de son geste. Il a également payé les factures de nombreux patients indigents bloqués à l'hôpital faute de moyens.

Kinshasa : la santé de Franck Diongo se dégrade à la DEMIAP (Avocat) où il reste détenu depuis treize jours.

« Depuis samedi, le président du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP), ne mange plus. Son état de santé se dégrade... » rapporte son avocat. Il appelle à sa libération ou à son transfèrement. L'opposant avait été arrêté mardi 20 juin par des hommes armés en uniformes. Il lui serait reproché notamment le port illégal d'arme ; ce que ces avocats ont réfuté, arguant que leur client dispose d'une autorisation de port d'arme, "un revolver d'autodéfense".

Nord-Kivu : des combats signalés entre le M23 et des groupes armés à Masisi. De violents affrontements ont été enregistrés toute la journée samedi 1^{er} juillet dans cette région. D'après certaines sources, les rebelles du M23, soutenus par l'armée rwandaise, occuperaient le tronçon Kirokirwe et Nturo; tandis que les groupes armés locaux seraient à Kabati, soit une distance de 15 km de part et d'autre de la ferme Espoir qui sépare les deux forces. Les habitants de Kirokirwe et Nturo ont fui samedi en direction de Mushaki et Ruvunda dans la même contrée. Certaines sources locales parlent de deux morts et quelques blessés sans précision. Ce bilan n'est pas encore confirmé. D'autres affrontements ont opposé, il y a quelques jours, le M23 aux combattants Nyatura non loin de Kingi.

Est de la RDC : l'insécurité ruine les coopératives agricoles. Dans l'Est de la RDC, l'insécurité constitue un énorme manque à gagner pour les coopératives agricoles, dont certaines ont d'ailleurs dû fermer. Cette situation est à l'origine de la rareté de plusieurs produits agricoles sur les marchés locaux et pousse également les commerçants à importer plus qu'ils n'exportent. Ces coopératives, dont les actions sont orientées dans la production et transformation des produits agricoles, plaident pour le retour de la paix dans la région. « Cette

situation augmente le taux de chômage, la pauvreté. Il en est de même de l'augmentation du taux de la criminalité dans la région ».

Lundi 3 juillet.

Retour des réfugiés : la société civile du Nord-Kivu veut participer à la tripartite Rwanda-RDC-HCR. La coordination provinciale de la société civile du Nord-Kivu a publié, le 1^{er} juillet à Goma, une déclaration intitulée: « Non à la tripartite sur les réfugiés congolais sans la participation des représentants du peuple ». Ce sont ces derniers qui savent qui est réfugié congolais et qui ne l'est pas, indique-t-elle dans cette déclaration. « Le succès d'un processus de rapatriement et de réinsertion de rapatriement des réfugiés dans leur pays d'origine dépend de l'acceptation communautaire notamment de la connaissance du processus par les communautés d'accueil ». D'après le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés, environ 80 000 Congolais sont réfugiés au Rwanda.

Cependant, au moins 250 000 réfugiés rwandais séjournent en RDC, la plupart au Nord et Sud-Kivu.

Kanyabayonga : 412 finalistes ratent l'examen d'Etat 2023 à la suite de l'insécurité. Selon des sources sur place, des inspecteurs de l'EPST n'ont pas pu accéder à cette zone pour y effectuer le contrôle à la suite de l'insécurité. « Dans les localités de Vitshumbi, Kanyabayonga, Lusowa, et Mirangi les élèves avaient fini avec leur programme. Nous demandons au ministre national de l'EPST, une session spéciale pour ces élèves, finaliste du groupement Kanyabayonga ». Des milliers d'autres élèves restent privés de l'école depuis novembre 2021 dans plusieurs entités occupées par les rebelles du M23.

Julien Paluku encourage l'entreprise CATL à soutenir le projet de fabrication des batteries électriques au Haut-Katanga. Le ministre de l'Industrie, Juline Paluku a réitéré son appel, le 2 juillet, à l'entreprise CATL d'accompagner le projet congolais de fabrication des batteries électriques. Il a fait cet appel pendant qu'il poursuit son périple à Fuzhou, en Chine. Il y a visité les installations de la société CATL, numéro un mondial dans la production des batteries électriques. Les responsables de CATL ont fourni au ministre congolais de l'Industrie des explications techniques sur le processus de production des batteries électriques et des véhicules électriques. Cette entreprise chinoise compte 13 grandes usines à travers le monde avec 100 000 agents.

Kongo-Central : un groupe de jeunes crée l'insécurité à Lulalumene (Police nationale). Le commandant intérimaire de la police nationale à Kinvula (Kongo-Central), a fait savoir que ces hors la loi sont instrumentalisés par un chef de groupement en raison d'un conflit du pouvoir coutumier : « C'est un groupe de jeunes commandité par le chef de groupement Mbakini qui fait des incursions dans les différents villages, à la suite d'un conflit du pouvoir coutumier ». A leur passage, ces assaillants pillent les biens de paisibles citoyens notamment des animaux domestiques, des appareils électroménagers, et rançonnent même de l'argent. Ce responsable de la police a affirmé l'arrivée d'un peloton de la 12^{ème} région militaire au chef-lieu du territoire de Kimvula.

Ituri : arrestation d'un général auto-proclamé à Mambasa. Les Fardc ont mis la main, le 2 juillet, sur le général auto-proclamé, Jean-Robert Lilebo alias "Indocile", à Bafwabete, territoire de Mambasa (Ituri). Le porte-parole de l'armée en Ituri, a salué la collaboration de la population qui, selon lui, a indiqué à l'armée le lieu de retranchement de ces combattants Maï-Maï. Ce général auto-proclamé Jean-Robert Lilebo serait à la base de violations graves des droits de l'homme dans cette région minière.

Nord-Kivu : une dizaine de morts lors des combats entre miliciens et M23 à Nturo. Une dizaine de personnes sont mortes et quelques autres sont blessées lors des accrochages survenus, le 2 juillet, entre les rebelles du M23 et les miliciens locaux, au village Nturo, territoire de Masisi. Selon la société civile locale, la situation est restée tendue jusque ce matin dans cette partie du Nord-Kivu. Pendant ces combats, les forces de défense et de sécurité et les services publics étant absents de la zone. D'autre part, le 2 juillet, certaines sources à Rutshuru ont dénoncé le passage de centaines de militaires du M23/RDF dans la localité de Kihira, vers Jomba. Ceux-ci proviendraient d'un centre de formation des rebelles à Chanzu avant leur déploiement en renfort sur différents fronts.

Kinshasa : la CENI interdit la présence des agents du ministère de l'Intérieur dans les BRTC. Dans un communiqué la Ceni dit « collaborer avec les autres institutions du pays mais ne tolère pas leur immixtion dans la gestion des opérations électorales » et signale que « seuls les agents de la DGRAD sont autorisés d'être dans les bureaux de réception et de traitement des candidatures (BRTC) ». Du 26 juin au 15 juillet, la Ceni reçoit les dossiers pour l'élection des députés nationaux. Les frais de dépôt des dossiers sont fixés à 1.600.000 FC.

Tanganyika: une délégation de sénateurs à Kalemie pour décanter la crise institutionnelle, qui secoue cette province. D'après le chef de cette délégation, la perspective de la réouverture éventuelle de l'Assemblée provinciale du Tanganyika figure parmi les objectifs de cette mission. « Nous allons rencontrer les députés provinciaux et nous allons rappeler les uns et les autres à privilégier l'intérêt supérieur de la province. Donc il y a nécessité que tous voient les choses dans une même direction avec beaucoup de patriotisme ».

Kinshasa : 4 policiers parmi les 27 présumés kidnappeurs présentés ce lundi à la presse. Ces présumés bandits constitués en sept bandes ont été présentés avec trois voitures Toyota de marque IST communément appelés Ketch, sept motos, cinq machettes et une arme de type AK47. L'un d'eux est un récidiviste, parce qu'arrêté sept fois, mais toujours relâché, affirme la police. Quant aux rumeurs selon lesquelles l'une des motivations des enlèvements à Kinshasa serait le trafic d'organes dont le cœur et les reins, la police dit n'avoir reçu jusque-là aucune révélation d'un hôpital ou d'une famille éplorée. Cependant, l'un des présumés kidnappeurs et chef d'une bande a affirmé que le trafic d'organes est réel et les victimes sont ensevelies pour supprimer les traces après l'opération.

Quatre morts et des disparus à la suite du naufrage d'un bateau sur le lac Tanganyika, au niveau du village Kankindwa, dans le territoire de Kalemie (Tanganyika). D'autres personnes manquent à l'appel alors qu'au moins trente rescapés ont été enregistrés. D'après le commissaire lacustre de Kalemie, ce bateau, en provenance de Moba, se rendait à Kalemie. Il avait à son bord des passagers et 35 tonnes des sacs de maïs.

Kananga : l'ONG FMMDI dénonce la recrudescence de l'insécurité dans la ville. L'ONG Femme main dans la main pour le développement déplore le silence des autorités face à cette situation et appelle les forces de l'ordre à veiller à la sécurité des personnes et de leurs biens.

Adolphe Muzito pour un « réaménagement technique » du calendrier électoral. Cette recommandation est contenue dans son Plan de sortie de crise électoral en cours, présenté le 3 juillet lors de son échange avec le président de la Ceni. Il faut, selon lui, procéder en urgence, à travers des concertations appropriées, afin de garantir « l'intégrité du territoire national, la transparence, la crédibilité, l'inclusivité et l'équité » de prochaines élections. Pour l'ancien Premier ministre, le respect des préalables de son camp et de toute l'opposition nécessite le « reformatage » du processus électoral et entraînera un « réaménagement technique » du calendrier électoral. Le président du parti Nouvel Elan s'inquiète aussi du retard dans le financement du processus électoral. Si on veut aller à la fin du processus et dans le délai constitutionnel, analyse Muzito, il faudrait que le gouvernement décaisse l'argent. Il estime les 500 millions de dollars d'appui budgétaire annoncés par le FMI, en faveur du gouvernement, peuvent être mis à la disposition de la Ceni.

Mardi 4 juillet.

IXe Jeux de la Francophonie : des plans sécuritaire et sanitaire déjà mis en place, selon Patrick Muyaya. Le ministre de la Communication et Médias, affirme « nous avons été informés des dispositions sécuritaires qui sont prises. Parce qu'il y a des rumeurs, il y a ceux qui alimentent la manipulation, qui tentent à faire croire que Kinshasa n'est pas une ville sécurisée pour abriter les jeux. Ce qui est totalement faux. Il y a des plans de sécurité qui ont été faits. Nous avons suivi le désistement du Québec, on a entendu parler de la Wallonie qui compte limiter la participation aux activités culturelles. On a pris des dispositions par rapport aux exigences de certaines fédérations.

On s'attèle à finaliser les derniers travaux sur les sites où il y a encore des travaux à faire. Nous allons aussi nous assurer que nous accompagnons nos sportifs et nos culturels qui doivent représenter la RDC à ces jeux ».

Nord-Kivu : la société civile de Nyiragongo s'inquiète du sort de 30 personnes enlevées par des présumés rebelles du M23, dans le groupement de Kibumba en juin dernier. Les familles de ces personnes kidnappées dans leurs champs n'ont aucune nouvelle d'elles depuis leur disparition jusqu'à ce jour, a fait savoir le président de la société civile du territoire de Nyiragongo. Ces personnes enlevées sont pour la plupart des villageois retournés dans leurs villages Kingarame, Lulimba, Rutovu et Kasizi, après avoir fui la guerre entre les Fardc et le M23.

Kinshasa : l'UE réaffirme son soutien aux efforts des différents mécanismes régionaux pour ramener la paix à l'Est de la RDC. « Onze ans après la signature de l'accord-cadre d'Addis-Abeba, il est temps que la paix durable revienne à l'Est du pays », a déclaré, le 3 juillet, le directeur général adjoint du service européen pour l'action extérieure de l'Union Européenne (UE). Ce diplomate européen a fait cette déclaration à l'issue d'une rencontre à Kinshasa, entre la délégation de l'UE et l'équipe du Mécanisme national de suivi de l'accord cadre d'Addis-Abeba. Il a affirmé que la communauté internationale continue à soutenir toutes les actions régionales

visant à ramener la paix en RDC. « La communauté internationale reste non seulement extrêmement attentive à la situation mais très impliquée. Donc, il y a d'abord les responsabilités pour les états de la région. Nous nous sommes là en soutien pour des solutions de paix de paix durable ».

Uvira : trafic toujours interrompu entre Kamanyola et Ruzizi à la suite des manifestations. Des barricades sont placées par des jeunes manifestants, depuis le 3 juillet à 5 h sur la RN5 entre le pont Kamanyola et le pont jeté sur la rivière Ruzizi qui sépare la ville de Bugarama au Rwanda et Kamanyola en RDC. Les véhicules en provenance de Bukavu et d'Uvira sont toujours bloqués. Pas de passage ni déviation entre les douze barricades érigées par les manifestants. Les manifestants protestent contre un projet de cartographe de la Ceni qui ne présente pas Kamanyola comme une commune rurale. Ce qui ne lui permet pas de bénéficier de la répartition des sièges électoraux. Pourtant, Luvungi, Sangi et Kiliba ont obtenu leur statut des communes rurales, s'indignent les manifestants. Le coordonnateur de la société civile sollicite l'intervention du ministre de l'Intérieur, Peter Kazadi

Processus électoral : pas d'engouement dans les BRTC à Beni et Lubero. Jusqu'au 3 juillet, seuls six candidats ont retiré les formulaires de candidatures, a fait savoir le président du Bureaux de réception et de traitement des candidatures. Afin de faciliter ce processus, il demande aux potentiels candidats de télécharger au préalable les formulaires sur le site internet de la Ceni.

Beni : le quartier Congo ya Sika à Kasindi manque d'eau potable, depuis plusieurs semaines. La quasi-totalité du quartier Congo ya Sika manque d'eau potable. Ce quartier jouxte le parc national des Virunga. Il ne dispose que d'un seul puits de forage ; mais à cause d'une forte densité de la population, cet unique puits ne répond pas aux besoins des habitants. Pour faire face à cette situation, une partie de la population recourt aux vendeurs d'eau potable. Une autre, plus importante, utilise les eaux de ruissellement pour des travaux ménagers ; d'autres s'en servent même pour étancher leur soif.

Ituri : les transporteurs dénoncent des tracasseries militaires sur le tronçon Bunia-Kasenyi. A une vingtaine de km de Bunia, à Mbogu, se trouve la première barrière de contrôle. Des soldats en place sur cette barrière, exigeraient aux conducteurs le paiement de 500 à 2000 FC (0,82 dollars) à chacune de ces barrières à l'aller comme au retour. « Ceux qui refusent de s'y plier sont menacés ou soumis à des traitements dégradants ». L'ONG de défense des droits de l'Homme, Convention pour le respect des droits humains (CRDH) condamne cette pratique. Ces accusations sont rejetées par l'armée qui parle des points de contrôle pour la sécurité de la population.

Uvira : 704 casques blues du contingent pakistanais décorés pour leur bravoure et excellent travail. La cérémonie s'est déroulée au camp des Pakistanais en présence des officiers généraux du secteur opérationnel Sokola 2 sud. Ce bataillon organique, le 55^{ème} Balochi régiment, vient de passer une année en RDC. Il a été déployé en 2022, au lendemain des manifestations anti Monusco, en pleine période de tension populaire à Kavimvira avant d'être redéployé à Mikenge, Minembwe, Bibokoboko, à Baraka et à Uvira. Le président du comité urbain de la jeunesse d'Uvira reconnaît l'apport de ces casques dans la sécurisation de la région.

Djugu : des combattants du groupe Zaïre occupent 10 groupements dans la zone (chefs coutumiers). Les chefs coutumiers de la chefferie de Mambisa du territoire de Djugu, ont fustigé les exactions commises par ces hommes armés contre la population civile. Ils exhortent ces miliciens à déposer les armes et à adhérer au processus de paix et de cohésion sociale conformément au protocole signé par leurs leaders à Aru. Ils lancent également un appel aux jeunes de dénoncer les tireurs de ficelle qui visent à pérenniser la guerre dans la région.

Lubumbashi : le commandant de la police exige de ses unités plus d'engagement dans la lutte contre la criminalité. « Ces bandits volent, agressent et par moment tuent sans qu'ils ne soient rattrapés », a déploré le commissaire provincial de la police. Il a demandé l'implication de tous les commandants des différentes unités de la police de tout faire pour éradiquer ce phénomène. Il a ordonné que tous les policiers qui font la garde auprès des anciennes autorités dont les ministres provinciaux, les députés, les maires, les bourgmestres, et autres à retourner sans tarder, dans leurs unités. Le même appel a été lancé aux policiers qui sont en détachement chez des tiers.

Maniema : la CENI se concerta avec les parties prenantes au processus électoral. Cette rencontre d'une journée a porté sur les procédures de réception et traitement des candidatures pour la députation nationale. Des membres de la plénière de la centrale électorale, venus de Kinshasa ont pris part à ce cadre de concertation pour se rendre compte de l'effectivité de l'ouverture des bureaux de réception et traitement des candidatures, (BRTC) et évaluer la participation des parties prenantes.

La RDC et la RSA décident de renforcer leur coopération militaire. Selon ces résolutions issues de trois sous-commissions qui ont travaillé pendant trois jours, la coopération militaire entre les deux pays, englobe plusieurs aspects dans les forces armées. C'est notamment, dans le domaine de la communication et de cybercriminalité. Les experts ont prévu la réhabilitation de l'école de transmission congolaise et le renforcement de la coopération entre la police sud-africaine et celle de la RDC. Une délégation des experts de la RDC devra se rendre dans les jours à venir en Afrique du Sud pour visiter l'industrie militaire sud-africaine. Les experts ont par ailleurs souligné qu'un état des lieux soit établi pour renforcer les capacités de la force navale de la RDC.

L'ARSP lance ses activités à Goma pour fédérer les efforts de développement. L'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé est un établissement public régi par la loi n°17/001 du 08 février 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé et ses mesures d'application. La loi fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé, vise à rendre obligatoire la sous-traitance des activités annexes et connexes de l'activité principale et à la réserver, quelle que soit sa nature, aux entreprises congolaises à capitaux congolais en vue d'en assurer la promotion et favoriser ainsi l'émergence d'une classe moyenne congolaise. Elle poursuit la protection de la main-d'œuvre travaillant dans les entreprises de la sous-traitance, la création de l'emploi pour les nationaux et l'élargissement de l'assiette fiscale au profit du Trésor public.

La RDC, l'Angola et la Zambie signent un accord pour les exportations des minerais à travers le corridor ferroviaire de Lobito. Les trois Chefs d'État ont concédé l'exploitation de ce corridor ferroviaire frontalier, qui aboutit au port de Lobito, à la société Lobito Atlantic Railway, chargée du transport des minerais de la RDC et de la Zambie vers les marchés d'exportation. Le corridor de Lobito, stratégique dans la chaîne logistique de l'industrie minière, offre l'itinéraire le plus court pour les exportations, reliant les principales régions minières de la RDC et de la Zambie à l'Océan Atlantique, réduisant ainsi les délais de transport de quelques semaines à quelques jours ainsi que les coûts logistiques. Le consortium sélectionné pour exploitation de canal de circulation prévoit de porter la fréquence quotidienne à 49 trains sur une période de 30 ans et de garantir 1 600 emplois directs.

Ouverture du Forum des parties prenantes pour un processus électoral apaisé et inclusif. Des délégués des partis politiques, de la Ceni, de la société civile, de la Magistrature et du Gouvernement discutent pendant 3 jours, pour harmoniser les vues autour de la tenue en décembre prochaines des élections apaisées. Organisé par plusieurs partenaires internationaux de la RDC notamment le National democratic institut, le PNUD et Open Societe foundation, ce forum aborde notamment les sujets autour de l'enregistrement des électeurs, la transparence et la sécurité du processus électoral mais aussi sur l'engagement des partis politiques ainsi que l'état d'avancement et la prochaine étape du processus en cours.

Les Fardc arrêtent plus de 50 miliciens Mobondo au pont Kwango. « Hier, il y a eu des échauffourées entre les éléments de la milice Mobondo et les Fardc. Le tout était parti de l'ultimatum qui avait été lancé par la milice Mobondo qui promettait d'attaquer les Fardc, après la passation de l'examen d'état ».

Mercredi 5 juillet.

Nord-Kivu : plaidoyer pour la traçabilité de l'or dans le territoire de Walikale. Selon la société civile de Walikale, 1 à 2 kilos d'or sont produits par mois dans certains sites miniers de ce territoire. Elle a déploré que cette activité ne soit soumise à aucun mécanisme de traçabilité. Ce qui constitue une évasion fiscale pour l'État congolais. Ces acteurs demandent qu'il y ait canalisation de la production de l'or de Walikale vers une raffinerie bien connue et contrôlée par l'Etat.

Tanganyika : la Cour constitutionnelle réhabilite la gouverneure Ngungua, dans ses fonctions. Cette haute juridiction a déclaré inconstitutionnelle la motion de défiance de l'assemblée provinciale, votée le 8 mai dernier, contre cette gouverneure. Pour cette Cour, cette motion a violé les articles 19 alinéas 3 et 61 alinéas 5 de la constitution. Le président provincial du mouvement citoyen Parlement Debout sans tabou, indique que « la population ne peut que se plier à cet arrêt de la Cour constitutionnelle et attendre les prochaines élections ». Cependant, il reste convaincu que la gouverneure est responsable de la mauvaise gouvernance de la province du Tanganyika, comme le lui ont reproché les élus provinciaux.

Kananga : la police rassure la population sur un dispositif contre la criminalité. Le commissaire provincial de la Police nationale congolaise au Kasai-Central, a confirmé que ses équipes sont sur les traces de ces bandits armés. Il a appelé la population au calme et à dénoncer tout cas suspect dans son milieu. La ville de Kananga a enregistré, ces derniers jours, plusieurs cas de banditisme urbain.

Sud-Kivu : le ministre provincial de l'Intérieur dément la présence du M23 à Walungu. Le ministre provincial de l'Intérieur au Sud-Kivu, a reconnu que le danger sécuritaire reste permanent dans cette partie du pays et appelle la population au calme : « C'est vrai qu'il y a les rwandais qui veulent entrer par tous les moyens pour nous attaquer ici au Sud-Kivu. Mais les forces de sécurité sont à pied d'œuvre pour leur barrer la route. La situation est sous contrôle. C'est pourquoi je voudrais demander à toute la population d'être calme. Il n'y a pas jusque-là d'éléments M23 dans notre province. Donc, nous demandons à tout le monde d'être calme » Mais soyons vigilants, parce que la menace est permanente ». Il a également invité la mission onusienne à tout faire pour éviter de cas d'infiltration à la frontière entre le Rwanda et la RDC.

La DGRK lance la campagne de recouvrement de la vignette automobile à Kinshasa. La Direction générale des recettes de Kinshasa a lancé, le 4 juillet, la campagne de recouvrement volontaire de la vignette automobile pour les années 2021, 2022 et 2023. Cette campagne se poursuit jusqu'au vendredi 28 juillet courant. Dépassé la date du 28 juillet, les retardateurs s'exposeront aux pénalités.

Kinshasa : l'ARSO engagée à accompagner la mise en œuvre de la Zone de libre-échange africaine. A travers son accompagnement, l'Organisation africaine de normalisation (ARSO) entend mettre en place la trilogie : une norme-un test-un certificat- accepté partout. La première journée de ces assises a été consacrée aux ateliers de formation des experts sur la rédaction des normes. Le secrétaire de la Commission préparatoire de la 29^e assemblée de l'ARSO, explique l'importance des normes : « Les normes, c'est cela qui régit toute activité et notamment les activités économiques. Sans exigences normatives, on ne peut pas fabriquer qualité ni s'ouvrir à d'autres économies parce qu'on ne produit pas les produits qui respectent les exigences normatives ».

Elections : 3 leaders de l'opposition appellent au dialogue pour harmoniser des aspects techniques. Trois leaders de l'opposition, Moïse Katumbi, Augustin Matata et Delly Sessanga estiment nécessaire d'établir un vrai cadre de concertation entre parties prenantes pour un monitoring régulier du processus électoral, en faisant la lumière sur les matériels sensibles trouvés entre les mains des personnes non autorisées. Ils veulent également savoir le nombre total des machines livrées par Miru Systems et leur déploiement dans les centres d'inscription, avec en appui la cartographie de toutes les aires opérationnelles. Ils appellent également à la fin de l'instrumentalisation des institutions politiques, judiciaires et fiscales contre les candidats de l'opposition à la présidentielle dont Augustin Matata et Moïse Katumbi. Ils s'insurgent en outre contre « des arrestations et détentions arbitraires » des collaborateurs des candidats présidents de République issus de l'opposition.

Insécurité à Kinshasa : Patrick Muyaya appelle la population au calme. Face à l'insécurité dans la ville de Kinshasa marquée par des cas de kidnapping, le porte-parole du Gouvernement, a appelé, la population à ne pas tomber dans la panique et à ne pas se fier aux rumeurs. Cependant, il émet des réserves sur le phénomène de trafic d'organes humains dont seraient victimes certaines personnes kidnappées. Il suggère également à la police de communiquer aux Kinois et Kinois un numéro vert pour faciliter la communication en cas d'urgence.

Julien Paluku salue le partenariat CATL-CMOC -RDC dans la fabrication des batteries électriques. Le ministre congolais de l'Industrie, l'a dit lors de sa visite à Shanghai (Chine) aux installations de la société CMOC, spécialisée dans la raffinerie des métaux qui entrent dans la fabrication des précurseurs des batteries électriques. La ville de Shanghai, capitale économique de la Chine, a constitué la dernière étape de la mission économique du ministre congolais de l'Industrie.

Beni : reprise de trafics sur différents axes routiers, après l'opération « Manzobe », menée du 5 au 30 juin dernier à Luna-Bwanasura-Eringeti-Mayimoya et Oicha (Nord-Kivu), par les casques bleus de la Monusco avec l'appui des Fardc. Cette contrée connaît une réduction substantielle des incidents sécuritaires. La Monusco affirme que ses casques bleus vont intensifier leurs patrouilles dans ces zones pour protéger la population.

Beni : plus de 30 acteurs étatiques et non-étatiques sensibilisés sur la résolution 1325, du Conseil de sécurité de l'ONU. L'objectif, selon l'organisateur, est de renforcer leurs connaissances sur l'agenda Femmes, Paix et Sécurité pour qu'ils soient en mesure de l'intégrer dans leurs programmes. Cet atelier s'est tenu grâce à l'appui financier de l'ambassade de Norvège et de l'ONU femmes.

Maniema : Joseph Kaudi propose la transition vers l'économie verte. Docteur en géographie, il a fait cette proposition dans sa thèse de doctorat intitulée : « Gestion de déchets ménagers solides et dégradation de l'environnement de la ville de Kindu, une nécessité de l'économie verte », à l'Université pédagogique nationale. «Face à l'épuisement des ressources de la planète terre, cette dissertation doctorale s'engage dans le défi d'une proposition de la transition vers un modèle de l'économie verte. Il s'agit de quitter le modèle lunaire de prélever, de fabriquer, de consommer et de jeter après, et de progresser vers un modèle cyclique visant à réduire

l'utilisation des ressources, allonger la durée de vie des déchets ménagers solides, à limiter les gaspillages et à faire des déchets des nouvelles ressources par le réemploi, le recyclage ou la valorisation ». L'objectif est de produire des biens et services de manière durable, en limitant la consommation, les gaspillages et la production des déchets.

Tshopo : regain du conflit Mbole-Lengola, l'armée déployée à Ubundu (gouvernement). Le ministre provincial de l'intérieur de Tshopo, a fait cette déclaration après des incidents survenus le 3 juillet, ayant causé la mort d'au moins six personnes dont un enfant d'un an. Les autorités provinciales ont été informées de ce regain des violences interethniques par le père du tout petit enfant éventré lors des incidents. La société civile, forces de la Tshopo parle de six morts, plusieurs blessés et dix maisons incendiées par les Mbole dans ce village du point kilométrique 34.

Sud-Kivu : des hommes d'affaires burundais et congolais renforcent leurs échanges commerciaux. Ils ont organisé, le 4 juillet à Bukavu (Sud-Kivu), un forum économique sous l'égide la Fédération des entreprises du Congo (FEC) et de la Chambre de l'Industrie du Burundi, avec l'appui financier de l'organisation Trademark. Pour le président de la FEC/Sud-Kivu, il est important de mettre fin à toutes les tracasseries de deux côtes de la frontière commune. Cette rencontre permettra d'augmenter le volume des échanges commerciaux entre la RDC et le Burundi. Plus de 60% des exportations burundaises sont dirigées vers la RDC.

Kwango : des déplacés ayant fui des exactions des miliciens Mobondo sont sans assistance. Selon la société civile du Kwango « nous demandons aux partenaires techniques et financiers et aussi au gouvernement national de pouvoir venir en aide aux déplacés, en provenance du territoire de Kwamouth au Mai-Ndombe et d'autres villages du Kwango, qui sont disséminés dans les villages le long de la RN1 : Kabuba, mission Lonzo, Kenge et autres. Les gens sont submergés et saturés. Ces déplacés, qui ne sont toujours pas assistés, sont en difficulté totale et manquent de tout. Ce sont des gens qui étaient chez eux, mais maintenant ils sont dans la rue ».

Un forum sur la prévention des catastrophes organisé à Bukavu. Cette rencontre avait pour but de tirer des leçons de la catastrophe survenue en mai dernier dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu). D'après l'accompagnateur technique au sein de cette organisation « il n'y a pas de standards de prévention, il n'y a pas de standard de gestion des catastrophes de façon qu'à chaque fois à la fin d'une catastrophe, on puisse prévenir la catastrophe suivante et se comporter de façon à faire face à nos catastrophes. Ce manque des standards de prévention et gestion des catastrophes est synonyme de mort ».

Kinshasa : des journalistes outillés sur leur sécurité dans l'exercice de leur profession. La sécurité du journaliste et la question de l'impunité face aux délits commis contre les journalistes en RDC est au centre d'un atelier de formation ouvert le 4 juillet à Kinshasa. Une quarantaine de journalistes, d'acteurs de la société civile et de défenseurs des droits de l'homme y prennent part. Ces assises de trois jours sont organisées par la Commission nationale pour l'Unesco en RDC. Elles visent à vulgariser le plan des Nations Unies pour la sécurité des journalistes et la question d'impunité. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel congolais (CSAC), l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), Journaliste en Danger, (JED) et d'autres structures de protection des journalistes prennent également part à cet atelier.

Nord-Kivu : au moins 8 civils blessés lors d'une altercation entre un groupe d'autodéfense et les militaires de l'EAC à Sake. Selon les sources administratives locales, un convoi de quatre véhicules du contingent burundais qui se rendait à Kilolirwe-Kitshanga a été intercepté par ces jeunes au niveau de la barrière érigée à la sortie de la cité, en représailles, après les affrontements contre les présumés M23, les 1^{er} et 2 juillet dernier autour de Kilolirwe. Et lors de ces combats, les Wazalendo auraient subi de lourdes pertes. Pour se frayer la voie de retour, les Burundais auraient eu recours à des tirs à balles réelles, causant des blessés.

Beni : une femme et trois enfants meurent par manque de médicaments dans le centre de santé de Kainama. Selon le président de la société civile, ce centre de santé, qui est l'unique structure sanitaire du groupement de Banande-Kanaima, est dépourvu de médicaments et d'autres intrants, à la suite de différentes attaques des rebelles des ADF dans la région. Il plaide auprès des autorités sanitaires pour que ce centre de santé soit opérationnel et éviter une catastrophe sanitaire et demande aux responsables de la zone de santé d'Oicha de faire en sorte que le centre de santé soit retiré de la liste des centres placés sur « la ligne rouge » parce la population est de retour.

Kinshasa : les présumés auteurs des enlèvements comparaissent devant le TGI/Gombe. Vingt-sept présumés criminels dont quatre policiers et six filles ont été présentés le 3 juillet à l'esplanade du bâtiment de la territoriale à Kinshasa par la police. Ces présumés criminels, constitués en plusieurs bandes, sont accusés entre

autres d'être auteurs du phénomène kidnapping qui prend de l'ampleur ces jours dans la capitale. Selon la police, ces hommes volent, violent, tuent et extorquent les biens de leurs victimes.

Jeudi 6 juillet.

Les élections de 2023 sont « fortement menacées par la crise sécuritaire dans le pays ». Face à l'instabilité provoquée par les groupes armés dans l'Est, le phénomène Mobondo à l'Ouest et les kidnappings à Kinshasa, les parties prenantes invitent le gouvernement à mettre des moyens conséquents pour assurer la sécurité des élections. Ils ont notamment discuté sur les questions sécuritaires, la désinformation et les discours de haine dans le contexte des élections. Au cours de cette deuxième journée de ce forum organisé conjointement par NDI, IRI, OSISSA, Internews, PNUD et le Centre Carter, les partis prenantes au processus électoral ont été sensibilisés sur le risque d'embrasement du pays par la désinformation et les discours de haine dans le contexte des élections. Ce défi de lutte contre la désinformation vient s'ajouter sur la question pendante d'insécurité qui risque de mettre en péril le processus électoral en cours.

Beni : 11 otages des ADF libérés par la coalition FARDC-UPDF. Le porte-parole des opérations conjointes des deux armées, a indiqué que leur libération est intervenue il y a quelques jours lors des opérations contre ces rebelles dans le territoire de Beni. Ces ex-otages seront remis à leurs familles dans les prochains jours, a-t-il ajouté.

IXème Jeux de la Francophonie : Isidore Kwandja regrette le retrait de certains pays alors que toutes les garanties ont été données par la RDC. Selon le directeur du Comité national des IXème Jeux de la Francophonie, toutes les préoccupations soulevées par ces différents Etats notamment les questions sécuritaires, sanitaires et mêmes les infrastructures ont été prises en compte par le gouvernement congolais. Toutes fois, la RDC prend acte de la décision de ces Etats. Les IXème Jeux de la Francophonie se tiendront du 28 juillet au 6 août 2023.

Ituri : l'ONG CRDH félicite les services de sécurité pour l'arrestation de 3 présumés trafiquants d'armes, au centre commercial de Komanda à 75 km de Bunia. Ils ont été surpris à bord d'un véhicule venant de Kisangani avec une importante quantité de munitions et deux armes du type PKM enfouis dans un sac de riz. Ils ont tenté sans succès de corrompre les agents de sécurité pour être libérés. La CRDH demande à la justice d'organiser leur procès en flagrance afin de démanteler le réseau de ces trafiquants d'armes.

Ituri : 125 policiers font une remise à niveau sur le maintien de l'ordre public. Cette formation a été organisée par la police de la Monusco dans le but de renforcer les capacités de la police nationale congolaise en prévision du retrait de la Monusco. Au total, cinq séries de formation ont été administrées pendant trois mois à ces policiers dont cinquante officiers de police judiciaire à compétence générale, pour améliorer leur capacité opérationnelle dans le cadre du maintien de l'ordre public. C'est par exemple la répression des manifestations et agitations qui troublent l'ordre public, la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre.

Processus électoral : 8 députés nationaux de Rutshuru et Masisi demandent l'ouverture des BRTC à Goma pour les candidats de ces deux territoires. A Goma pendant ce temps, la position de ces députés est loin de faire l'unanimité. Un groupe de jeunes du mouvement dénommé « Collectif des victimes de l'agression rwandaise via les rebelles du M23 » s'oppose à cette idée émise par les députés. Ces jeunes estiment qu'il est difficile à ce stade d'organiser les élections dans le territoire de Rutshuru, par exemple, alors que le M23 y est encore et qu'il y a absence de l'autorité de l'Etat. Mais pour les députés, il serait possible d'ouvrir déjà les bureaux de réception et traitement des candidatures (BRTC) pour les deux circonscriptions à Goma, en prévision du retour de la paix. **Ituri : aucun dépôt de candidature à la députation nationale au BRTC.** A 10 jours de la clôture de cette opération, le conseiller du président de la Ceni, demande aux formations politiques de se hâter afin de leur permettre de régulariser leurs dossiers et de corriger, dans les délais, d'éventuelles erreurs pour éviter que leur liste ne soit rejetée. « Si vous venez en retard, vous n'aurez même pas le temps de corriger les dossiers. Or, la loi dit que si sur la liste, il y a un seul candidat dont les informations ne sont pas correctes, c'est toute la liste qui est rejetée. Nous invitons donc les candidats indépendants, les partis politiques, les regroupements politiques à venir prendre contact rapidement avec le bureaux de réception et de traitement de candidatures de la CENI (BRTC) »

Beni : 30 militaires des Fardc formés sur le danger des mines et engins explosifs improvisés. Le Service de l'action anti-mines des Nations unies (UNMAS) a lancé le 4 juillet la deuxième phase de la formation des militaires des Fardc engagés dans la traque des groupes armés dans la région de Beni (Nord-Kivu). Cette formation porte sur le danger et la détection des engins explosifs improvisés. Le chargé des opérations UNMAS

dans la région de Beni, estime que les Fardc qui sont sur terrain, sont exposés aux engins explosifs placés par les groupes armés locaux et des ADF. D'où l'importance de les former sur comment découvrir ces engins et les détruire.

Sud-Kivu: reprise du trafic routier à Kamanyola, après 2 journées ville morte, organisées par la société civile congolaise. L'objectif de cette manifestation était d'interpeller les autorités sur le statut de Kamanyola, omis comme commune rurale dans l'avant-projet de cartographie remis à la Ceni par le ministre de l'Intérieur.

Maniema : l'ISIGE de Kindu doté de 30 ordinateurs pour les étudiants. L'institut supérieur d'informatique et de gestion vient d'acquérir, sur fonds propres 30 ordinateurs. Ces ordinateurs viennent compléter le lot de vingt autres achetés peu de temps auparavant. Ces ordinateurs permettront d'améliorer la qualité de l'enseignement.

Nord-Kivu : la société civile satisfaite de l'installation des fils électriques autour du parc national des Virunga. Lancée en novembre dernier, cette opération s'est achevée la semaine dernière. Cette initiative empêche désormais les animaux notamment des éléphants de quitter le parc pour aller dévaster les champs des agriculteurs situés non loin de ce patrimoine mondial. Pour le coordonnateur local de la société civile, cette réalisation va améliorer la production agricole dans la zone. Il estime que désormais, les champs qui étaient déjà abandonnés par les paysans à la suite de dévastations seront de nouveau cultivés.

Lualaba : des ONG dénoncent le meurtre d'un couple chinois à Kakanda, dans un braquage survenu le 3 juin dernier. « Cette barbarie est de nature à décourager d'éventuels investisseurs qui contribuent au développement de la province », ont-t-elles souligné. D'après ces structures, cet acte est le deuxième enregistré dans cette province en l'espace de six mois. La société civile demande à la justice de « mener des enquêtes indépendantes et objectifs pour sanctionner sérieusement tous les coupables dans ce meurtre ».

Échange entre Félix Tshisekedi et Cyril Ramaphosa avant la signature de certains protocoles d'accords. Le Président sud-africain a entamé, mercredi 5 juillet soir, une mission de deux jours à Kinshasa visant à renforcer la coopération économique entre la RDC et son pays. Il va participer, avec son homologue congolais, à la réunion de la grande commission mixte RDC-Afrique du Sud. Le Président sud-africain est accompagné de plus de 10 ministres, de hauts fonctionnaires et d'une centaine d'hommes d'affaires sud-africains qui se réuniront en marge de cette visite officielle, ce jeudi après-midi au Palais du Peuple, dans le cadre du Forum économique RDC-RSA destiné à identifier les opportunités d'investissement, rapporte la Présidence de la RDC. A l'issue de cette visite, la RDC et l'Afrique du Sud devraient signer plusieurs protocoles d'accord. Les deux pays vont également renforcer leur coopération sur les infrastructures. Il est prévu à ce sujet une remise, à la RDC, de 315 équipements lourds par Guma Africa Group pour l'amélioration et l'entretien des routes et des ponts. Sur le plan énergétique, la RDC et la RSA échangeront sur la restructuration et le développement du projet hydroélectrique Inga 3 dans lequel l'Afrique du Sud propose d'investir. Enfin, au niveau du transport et de la logistique, les deux pays se pencheront sur le développement et l'amélioration du corridor du Kongo-Central : port de Matadi et ligne de chemin de fer.

Kwamouth : flambée de prix des biens de première nécessité à la suite de l'insécurité. La vie coûte de plus en plus chère dans le territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe) touché par le conflit communautaire Teke et Yaka depuis juin de l'année dernière. Le président de la société civile du territoire de Kwamouth explique cette crise économique, notamment par le boom démographique provoqué par le déplacement des populations fuyant les zones de violence. « Comprenez que tous ceux qui ont quitté les villages environnants, sont maintenant à Kwamouth et la vie devient de plus en plus dure, intenable. Il y a la surpopulation et la production est réduite par rapport à la population, les gens ne s'en vont plus dans la forêt, pendant que la population est à la hausse ».

Nord-Kivu : de violents combats entre le M23 et des groupes armés locaux signalés à Bashali-Bwito. A la suite de ces violents combats, la situation sécuritaire et humanitaire se dégrade dans le territoire de Masisi. Ces affrontements ont lieu après l'occupation dudit village, mercredi, par la coalition APCLS de janvier Karahiri et Nyatura Bazungu des mains des rebelles du M23. Si les combattants locaux ont réussi à repousser les rebelles du M23 de Nyamitaba et Kausa, ces derniers occuperaient encore d'autres villages de la zone. La société civile déplore le nouveau déplacement des populations. Ces dernières venaient pourtant de retourner dans ces villages.

En visite en RDC, Cyril Ramaphosa, promet de « travailler pour faire taire les armes dans l'Est ». Le Président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a déclaré « nous partageons les mêmes soucis avec les populations congolaises en ce qui concerne l'agression dans la partie Est du pays. Nous continuerons à soutenir la RDC dans le secteur sécuritaire et dans le secteur de développement. Nous allons renforcer notre partenariat et appliquer les résolutions sur la question sécuritaire, proposées par nos experts ». Il promet aussi de travailler avec les autorités congolaises pour que les populations bénéficient des minerais exploités dans leur pays. **Félix Tshisekedi : « Le**

Rwanda vit des agressions à répétition de la RDC », l'a dit en conférence de presse ce 6 juillet au Palais de la Nation, animée avec le Président de la République d'Afrique du Sud. Interrogé sur d'éventuelles négociations directes avec le Rwanda et le M23, Félix-Antoine Tshisekedi a fait remarquer que « le Rwanda soutient le M23 malgré ses dénégations et les différents rapports documentés d'experts des Nations-Unies. Ce pays vit de cette guerre d'agression de la RDC pour alimenter son économie ». Selon le Chef de l'Etat congolais, la stratégie du Rwanda consiste à pousser la RDC à négocier avec un groupe du M23 alors qu'ils vont créer une dissidence en réserve pour poursuivre avec une guerre de prédation vitale pour leur économie. Pour toutes ces raisons, « nous ne pouvons pas négocier avec des gens qui agissent par procuration ».

Ituri : la Ceni informe les étudiants sur le processus électoral en cours. Selon le leadership de la Ceni, l'objectif est d'impliquer toutes les couches de la population à chaque étape du processus électoral et de prévenir de possibles violences en luttant contre la désinformation et la manipulation par des acteurs politiques. Plusieurs questions relatives à l'organisation des élections tels que les problèmes de caution, de seuil électoral, les innovations de la loi électorale en matière de genre, ont été abordées au cours de cette matinée d'informations. Il s'en est suivi des questions et réponses pour éclairer les étudiants sur ce processus. L'initiative a été très appréciée par les étudiants qui estiment qu'elle va permettre « de lutter contre l'ignorance afin de tenir des élections apaisées ». Le président du collège des étudiants, Alfred Mabanzo indique que, grâce à ce partage d'information, les jeunes ne peuvent plus céder aux manipulations des acteurs politiques qui les poussent parfois à commettre des violences. Cette rencontre avec les étudiants s'inscrit dans une vaste campagne de sensibilisation de la population sur le processus électoral, par la Ceni en Ituri. Parmi les populations ciblées par cette campagne, se trouvent les conducteurs de taxi moto souvent impliqués dans des actes de violences.

Vendredi 7 juillet.

La RSA et la RDC s'engagent à renforcer leur coopération bilatérale pour booster l'économie régionale. « Comme vous le savez, la difficulté qu'a l'Afrique aujourd'hui c'est de commercer avec elle-même. Le plus grand nombre d'échanges commerciaux et économiques se fait toujours en dehors du continent, le taux d'échanges entre Africains est de 16%, c'est très peu alors que l'Afrique est un continent de près de deux milliards d'habitants, un marché de près de deux milliards d'habitants. Si nous résolvons le problème de l'intégration continentale, nous allons arriver à devenir une puissance économique et commerciale qui rivalisera avec les autres puissances économiques et commerciales de ce monde. Nous avons besoin d'accroître la coopération entre nos Etats », a fait savoir le chef de l'Etat congolais. Félix Tshisekedi et Cyril Ramaphosa ont également parlé du projet hydroélectrique du Grand Inga dont le traité était signé en 2013 et des mesures qui devraient être prises pour accélérer sa mise en œuvre complète.

Uvira : plus de 370 réfugiés burundais rapatriés dans leur pays. Cette opération a été faite avec l'appui logistique du HCR. Ces personnes représentent 118 ménages en provenance du site de Mulongwe, territoire de Fizi et du centre de transit de Kavimvira et de la Plaine de la Ruzizi, territoire d'Uvira. Une fois à la frontière burundaise de Kavimvira, elles ont été remises aux autorités burundaises. Le retour de la paix motive ces réfugiés à regagner leur pays. C'est le 6e convoi de rapatriement organisé depuis le début de cette année. Selon la Commission nationale pour les réfugiés/Uvira près de 40 000 réfugiés burundais restent encore sur le sol congolais.

Climat : des experts appellent à la mise en place d'une politique de gestion de la transition énergétique en RDC. Ces experts ont voulu également contribuer à l'amélioration des ambitions climatiques de la RDC et promouvoir une transition énergétique juste et inclusive. « Il ne faudrait pas que vous ayez les mines mais sans une très bonne politique minière. On est en train d'exécuter une transition énergétique, il faut avoir des principes, des mécanismes qui vous guident qu'on peut appeler une politique du gouvernement dans la gestion de la transition énergétique ». Les participants à cette journée climatique ont en outre planché sur la question des forêts. « Le code forestier devient de plus en plus ancien, il faut arriver à l'adapter dans le contexte actuel. Il faut aussi regarder notre ambition climatique ». Ils ont souhaité voir la RDC, étant le poumon mondial qui protège le climat, d'attirer les financements que les autres pays gagnent aussi.

Guy Kibira appelle le Gouvernement à restaurer la paix et la stabilité à Beni. Pour le coordonnateur de la Division provinciale de la jeunesse au Nord-Kivu, la paix et la stabilité vont promouvoir le développement et l'entreprenariat de la jeunesse dans cette contrée, en proie à l'insécurité due à l'activisme des hommes armés. Il a également indiqué que le climat de paix fera que des jeunes entretiennent leurs activités en vue de se prendre en charge et assurer leur avenir.

Kidnappings à Kinshasa : le CNJ appelle la population à dénoncer les suspects. Le président du Conseil national de la jeunesse a lancé cet appel aux jeunes de Kinshasa « j'invite les étudiants, les scouts, les

mouvements citoyens et toutes les organisations de la jeunesse à se mobiliser et à former des groupes de vigilance, pour dénoncer tout cas suspect. À coopérer et à collaborer étroitement avec nos services de l'ordre et de sécurité afin de mettre hors d'état de nuire tous ces réseaux criminels et ainsi mettre fin à ce phénomène ignoble de kidnappeurs ». Le Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/ Gombe a condamné, ce vendredi, la majorité des "kidnappeurs", tombés dans le filet de la police, à une peine de mort pour association des malfaiteurs, vol à main armée et meurtre.

Tanganyika : deux chefs de village condamnés à la peine de mort pour mouvement insurrectionnel. Le tribunal militaire de garnison de Kalemie a fait savoir qu'en octobre 2016, le conflit entre Twa et Bantous avait dégénéré au village Monde. Les chefs Bantous des villages Kabumba Luvula, Ngovu, Kasinge exigeaient que les Twa qui vendaient des chenilles commencent à payer une redevance. Mais les Twa avaient refusé. Face à ce refus un conflit avait dégénéré entre les deux communautés. « Il y a eu une mobilisation des jeunes bantous venant de plusieurs villages du territoire de Kabalo pour combattre les Twa. Et cette mobilisation aboutira à une tuerie de plusieurs Twa qui seront ensuite brûlés dans une maison », a indiqué le tribunal militaire de garnison de Kalemie.

Beni : 700 casques bleus malawites bénéficient de médailles de reconnaissance. « C'est la reconnaissance des services rendus et aussi un signe d'appartenance à la communauté des casques bleus qui œuvrent pour la paix », a expliqué le commandant-adjoint de la force de la Monusco.

Le BVES appelle le gouvernement à activer le PDDRCS dans l'Est du pays. Le directeur du Bureau de volontariat pour l'enfance et la santé (BVES) a lancé cette invitation au cours d'un atelier organisé, à Bukavu (Sud-Kivu) avec l'appui de la Monusco. Il a regretté que des milliers d'enfants continuent à être recrutés et utilisés par les groupes armés dans les provinces du Nord, Sud-Kivu, de l'Ituri, du Tanganyika et du Maniema. Des acteurs de protection de l'enfant de ces cinq provinces s'engagent à faire pression sur les groupes armés pour les emmener à s'abstenir de l'utilisation des enfants.

Après des soins médicaux en Ouganda, 11 ex-otages des ADF rapatriés en RDC via Kasindi. Selon le porte-parole des opérations conjointes de deux armées, ces ex-otages avaient été acheminés en Ouganda pour une prise en charge médicale et psychologique. Parmi ces ex-otages, certains sont originaires des territoires de Beni, Masisi et Rutshuru (Nord-Kivu) et de Kasenyi (Ituri).

Beni : les travaux de salubrité publique rendus obligatoires à Kasindi. Le délégué du gouverneur du Nord-Kivu à Kasindi, a institué que ces travaux d'assainissement se fasse, chaque jeudi de la semaine, en vue de lutter contre l'insalubrité dans cette cité frontalière avec l'Ouganda. La population a répondu favorablement à cet appel des autorités en vue d'assainir leur milieu.

Fizi : installation des commissions consultatives pour la résolution des conflits coutumiers, dans les 4 secteurs du territoire de Fizi (Sud-Kivu). La Monusco a installé, le 6 juillet, des commissions consultatives pour la résolution des conflits coutumiers (CCRCC), à l'issue d'une série de formations ayant commencé à Fizi-centre. Ces structures s'inscrivent dans le cadre de la résolution des conflits, de promotion de dialogue et de médiation dans cette région en proie aux conflits coutumiers. La Monusco a recommandé de transmettre ce modèle coutumier de résolution des conflits locaux à d'autres partenaires, dans la perspective de la transition de la mission onusienne.

Goma : 20 jeunes désœuvrés formés en production des blocs-ciment. La Synergie des organisations engagées pour la sécurité et la paix (SOS-Paix) a initié, le 6 juillet, la formation de 20 jeunes en production des blocs-ciments, à Goma. A travers cette initiative, cette organisation entend réduire les cas d'insécurité à Goma. Ces jeunes en formation sont triés parmi les enfants en rupture familiale, impliqués dans des cas de vols, la journée comme la nuit, à Goma. Mais pour que ce travail ne s'arrête pas, les blocs ainsi produits doivent être vendus. D'où cet appel « à tous les citoyens de Goma qui sont en train de construire. Nous avons des blocs en vente ». Cet encadrement a été rendu possible grâce à l'appui de l'organisation Cordaid qui a financé la formation de ces jeunes et l'acquisition des premiers matériaux de travail.

Ituri : 5 morts recensés dans la prison centrale de Bunia, en trois mois. Les mauvaises conditions de détention affectent de plus en plus la santé des détenus affirme le Dr Jean-Robert Wathum, qui a par ailleurs déploré la rupture de stocks de nourritures qui ne facilite pas une bonne prise en charge médicale des patients. La prison centrale de Bunia compte plus de 2 175 détenus pour une capacité d'accueil de 500 personnes.

Elections 2023 : Denis Kadima rassure sur le respect du délai constitutionnel. Si la plupart des préoccupations soulevées par la classe politique pour des élections justes ont été rencontrées par le président de

la Ceni, la question du contentieux électoral demeure pendante. Certains acteurs politiques dénoncent qu'en 2018, la Cour constitutionnelle avait déclaré élu des personnes qui ne figuraient même pas sur la liste de la Ceni au détriment de vrais élus. Pour éviter des contentieux kilométriques, le parti Ensemble pour la République plaide pour la décrispation du climat politique.

Kinshasa : Godé Mpyoi destitué du poste de président de l'assemblée provinciale. Lors d'un vote, sur les 41 élus provinciaux présents à l'hémicycle, 34 ont voté en faveur la destitution de Gode Mpyoi. Ils reprochent à Gode Mpyoi notamment l'abus du pouvoir et la mauvaise gestion.

L'Union européenne condamne « fermement » le soutien apporté par le Rwanda au M23. L'Union européenne « réitère sa demande urgente au Rwanda de retirer ses troupes de l'est de la RDC, de mettre fin immédiatement à tout soutien au M23 et d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour faire pression sur le groupe afin qu'il se conforme aux décisions prises dans le cadre des processus de Nairobi et de Luanda». L'UE a également condamné « fermement la RDC et l'exhorte à cesser immédiatement son soutien et sa coopération avec les FDLR/FOCA ainsi que les autres groupes armés locaux et étrangers, et à prendre toutes les mesures légales et légitimes pour protéger la population civile sur son territoire ». L'UE est « révoltée » par les niveaux de violence et d'atrocités qui continuent d'être perpétrées en toute impunité contre des civils, notamment par le M23, les FDLR/FOCA, les ADF, le groupe CODECO-URDPC et le Zaïre/MAPI. Elle est consternée par les rapports faisant état de violences sexuelles massivement perpétrées contre les femmes et les filles, y compris l'exploitation sexuelle des femmes et des filles déplacées, ainsi que le recrutement d'enfants. L'Union européenne encourage toutes les parties à s'engager dans un dialogue politique inclusif, pleinement respectueux de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de tous les pays de la région, comme seule solution possible à cette crise.

Processus électoral : l'UE exhorte la CENI et les parties prenantes à œuvrer pour des élections inclusives, libres, transparentes et pacifiques. « Garantir la pleine intégrité du processus électoral exige la liberté d'expression, des médias, de réunion, d'association et de mouvement. Tout usage excessif ou disproportionné de la force en réponse à des manifestations pacifiques ou à des détentions arbitraires est incompatible avec cette exigence ». Par ailleurs, l'UE condamne tous les discours qui pourraient accroître le risque de déclencher des violences interethniques. Enfin, l'UE rappelle qu'elle s'est engagée, avec d'autres partenaires partageant les mêmes valeurs, à accompagner la RDC et sa population sur la voie d'élections compétitives, pacifiques, inclusives et transparentes en décembre 2023.

Elections 2023 : Monseigneur Marcel Utambi appelle les Congolais à "voter en toute objectivité". « Les élections nous donnent le pouvoir de renouveler la confiance aux animateurs des institutions qui ont bien servi le pays mais aussi de sanctionner tous ceux qui ont mal géré en servant leurs propres intérêts. Face aux nouveaux candidats, nous avons invité le peuple congolais à privilégier les critères objectifs de compétence et de probité morale ». Le président de la CENCO a rappelé que l'élection est une occasion offerte au souverain primaire pour opérer un choix judicieux de ses dirigeants : « L'acte que nous allons poser le jour des scrutins est décisif pour l'avenir de notre pays », a insisté l'archevêque métropolitain de Kisangani.

Samedi 8 juillet.

Beni : des jeunes écoliers passent leurs vacances à faire du petit commerce dans les rues de la ville. Ils cherchent ainsi à gagner de l'argent pour soutenir leurs parents, affirment-t-ils.

Ituri : plus de 91 400 déplacés manquent presque de tout à Nizi. La situation humanitaire reste préoccupante dans les six aires de santé de Nizi. C'est par exemple le cas à Lingo, CE39, Iga Mission, Lita, Lopa, et Tchala où au moins 22 sites accueillent ces personnes déplacées. Elles ne reçoivent ni assistance en vivres ni en médicaments. Leurs abris de fortune et installations sanitaires construites depuis cinq ans sont vétustes.

Nord-Kivu : près de 200 éco-gardes tués en 20 ans au parc national des Virunga, et pour cette année 2023 on est à 7 gardes tués. Les gardes travaillent dans un contexte très difficile mais c'est un contexte lié aussi à la situation générale de la province en termes de sécurité ». Pour faire face à cette situation, ils ont décidé de renforcer les positions de leurs éco-gardes pour les mettre à l'abri des groupes armés et des rebelles. « Nous sommes en train de développer plusieurs mécanismes pour s'assurer que notre personnel est sécurisé, c'est notamment le renforcement des toutes les positions ou ils sont déployés, on se rassure que toutes les positions soient fortifiées et peuvent résister aux attaques des groupes armes. Mais aussi on a développé le déploiement à travers des mouvements par avion » précise le chargé des relations extérieures de la fondation Virunga.

Kinshasa : les avocats de Salomon Idi Kalonda contre le maintien de leur client en détention. « Depuis son arrestation, le 30 mai, nous avons enregistré de graves violations. Il s'agit de droit à la présomption d'innocence. Ce droit garanti par la RDC a été violé à l'occasion du point de presse animé par un officier de police judiciaire

au 7^{ème} jour de la détention arbitraire de Mr Salomon Idi Kalonda et ce, avant de transférer le dossier à l'auditorat militaire ». Salomon Idi Kalonda est écroué à la prison militaire de Ndolo, commune de Barumbu, à Kinshasa.

Kindu : mise en vente du nouveau modèle des foyers améliorés appelé « Mapishi Bora ». Ces deux foyers améliorés innové en métallique et en argile coûtent 10 USD chacun. 200 foyers améliorés ont été achetés sur place et la demande reste forte. Les fabricants demandent l'accompagnement de tous pour la pérennisation de ce projet.

Courant à Goma : 19 000 abonnés raccordés aux compteurs de prépaiement de Virunga Energie. Le même jeudi, Virunga Energie a clôturé les travaux d'une nouvelle extension de son réseau de distribution de l'Energie électrique dans la ville de Goma. Une ligne d'éclairage public a également été inaugurée en cette soirée. Le courant de Virunga Energie est tiré de la centrale de Matebe, au parc national des Virunga. Cette société avec son partenaire, la Société congolaise de distribution d'eau et d'électricité, distribuent actuellement au moins 10 Mégawatts dans la ville de Goma alors que le besoin est évalué à 50 MW. L'un des défis dans ce projet, c'est le contexte sécuritaire dans le Rutshuru qui bloque la poursuite des travaux d'une deuxième centrale hydro électrique à Rwanguba et qui devrait suppléer à une forte demande enregistrée au Nord-Kivu, explique Ephrem Balole.

Kwilu : 69 présumés miliciens Mobondo devant la justice à Kikwit. Les prévenus sont poursuivis pour participation à un mouvement insurrectionnel. Ils préparaient une attaque contre la ville de Kenge avant la période des épreuves de la session ordinaire de l'examen d'État. Mais, leur tentative avait été déjouée par les FARDC qui les ont arrêtés et transférés à Kikwit pour répondre de leurs actes.

Primera Gold SA exporte 2 tonnes d'or en 6 mois. Selon le Président du conseil d'administration de Primera Gold SA, cette production bat le record de productions artisanales de l'or en RDC : « C'est une première en RDC en comparaison des chiffres réalisés les années précédentes. A titre d'exemple, la RDC n'avait exporté que 34 kilos contre 2 000 kilos cette année depuis l'avènement de Primera ». La prouesse de son entreprise est due au fait qu'elle ramène les exportations frauduleuses dans le circuit formel. Le Directeur général de Primera Gols SA, a expliqué que son entreprise est le fruit du contrat signé, en décembre, entre la RDC et les Émirats arabes unis .

Kinshasa : lancement du projet culturel « Kin Crea ». La Compagnie Tam-Tam Théâtre (CTT) a lancé, jeudi 6 juillet, le projet culturel « Kin-Crea », à Kinshasa. Ce projet vise entre autres à favoriser l'accès à l'art dans les communes périphériques de Kinshasa. Kin Crea entend également redynamiser l'industrie des arts, du récit et de la parole en RDC. Ce projet a bénéficié de la subvention de l'Union Européenne de près 300 000 USD. Parmi les activités à financer : la formation des artistes, la construction des centres culturels dans les communes périphériques de Kinshasa.

Idiofa : aucune candidature déposée au BRTC, selon la Nouvelle société civile. La société civile locale l'a indiqué, précisant que les potentiels candidats traînent encore à Kinshasa.

Lubumbashi : des acteurs étatiques et non étatiques sensibilisés contre les violences électorales. L'Unesco, l'ONU-Femme, le PNUD ont sensibilisé, du 6 au 7 juillet à Lubumbashi, des acteurs étatiques et non-étatiques contre les violences électorales. Les participants sont issus des confessions religieuses, des partis politiques, de la société civile, de la police, de l'armée et certaines structures étatiques.

Equateur : l'ABC appelle à la résolution des conflits entre partenaires de la Réserve Communautaire Ekolo ya Bonobo. Les Amis des Bonobos du Congo condamne les violences, qui se sont déroulées durant deux semaines, début juin 2023 et qui ont eu un impact important sur le fonctionnement de la Réserve Communautaire Ekolo ya Bonobo (la RCEB) dans le territoire de Basankusu, dans la province de l'Équateur. L'ABC exprime sa sympathie aux personnes et aux familles victimes de ces actes répréhensibles. Au début, les troubles semblaient être une protestation des membres du groupement Ilonga Pôo, l'une des communautés partenaires de la RCEB, dénonçant les conditions de leur partenariat avec l'ABC. Depuis 2008, le groupement Ilonga Pôo avait accordé l'utilisation de forêts traditionnelles, qui représentent environ 25% de la superficie actuelle de la Réserve.

Félix TShisekedi procède aux nouvelles nominations au sein de certaines entreprises publiques. Si certains ont été reconduits à leurs postes, de nouvelles figures font leur entrée au sein des entreprises publiques.

Félix Tshisekedi « pas satisfait de son bilan dans le domaine de la justice ». Il reconnaît néanmoins que parmi les acteurs de la justice, il y a de braves femmes et de braves hommes. Mais le Chef de l'Etat insiste sur le fait qu'il a « l'impression que tout le monde semble être dépassé par la force du mal ». Le Chef de l'Etat congolais nie toute implication dans les démarches visant l'arrestation ou la libération de certaines personnes. « Je crois nos institutions doivent être libres d'exercer leur pouvoir sans contraintes venant de la hiérarchie. Je pense que cette justice a besoin de réformes », a ajouté M. Tshisekedi.

Nord-Kivu : le gouverneur annonce la reprise des activités au poste frontalier de Bunagana dans les prochains jours. Dans une lettre signée le 5 juillet courant, adressée aux directeurs provinciaux des services affectés aux frontières, le gouverneur a demandé à ces responsables de prendre toutes les dispositions en vue d'une descente effective de leurs équipes à la frontière de Bunagana, sous l'escorte de l'EAC. Sur place à Bunagana, environ 40% de la population ont regagné leurs domiciles, affirment plusieurs sources. Dans un communiqué datant du 8 juillet, le M23, soutenu par le Rwanda, déclare qu'elle considérera comme acte de provocation, toute présence d'agents du gouvernement de Kinshasa sur l'étendue qu'il occupe et que leurs forces de sécurité ont été instruites de réprimer cette présence.

Dimanche 9 juillet.

Kinshasa : CAFCO sensibilise sur des textes favorables à l'entrepreneuriat féminin. Le Cadre permanent de concertation de la femme congolaise (CAFCO) a organisé, samedi 8 juillet, une caravane sur les différentes artères de Kinshasa avec l'appui de l'ONU-Femmes. « CAFCO a compris qu'il ne faudrait pas que nous soyons toujours dans nos bureaux, il faut descendre aussi auprès de nos bases respectives. Les femmes doivent savoir formaliser leurs entreprises respectives, il ne faut pas qu'elles soient toujours dans l'informel ». CAFCO a estimé nécessaire que ses semblables sachent résister aux pratiques d'harcèlement sexuel dans les milieux professionnels. CAFCO a également rappelé aux femmes mariées qu'elles n'ont pas besoin d'autorisation maritale pour travailler mais elles peuvent néanmoins informer leurs maris.

La Fondation Aurore appelle à l'amélioration des salaires des infirmiers. Placée sous le thème : « Reconnaître et valoriser le rôle essentiel des infirmiers en RDC pour renforcer leur impact sur la santé nationale », ces assises ont sensibilisé sur l'importance du rôle de la promotion infirmière dans le système de santé de la RDC. Cela rentre dans le cadre de la campagne dénommée « Merci mon Infirmière » organisée par la fondation Aurore en partenariat avec l'ordre des infirmiers. La reconnaissance, par l'Etat, de l'Ordre des infirmiers n'est pas tout car il faut améliorer leurs rémunérations. A cette occasion, le président de l'Ordre des infirmiers de la RDC, a remercié le gouvernement pour avoir mécanisé, en cette année, 10 000 infirmiers à travers tout le pays.

Beni : des leaders communautaires se coalisent pour la recherche de la paix. Des membres des associations de jeunes, des autorités politiques, civiles et militaires ont décidé, samedi 8 juillet, de se serrer les coudes pour rechercher la paix et prévenir des conflits dans leur milieu de vie. Ils ont levé cette option au cours d'un échange organisé par l'ONG Programme d'appui aux Congolais engagés pour la paix et la démocratie (PACEP-RDC). Selon la coordonnatrice de cette organisation d'aide humanitaire et de développement intégral des jeunes, l'objectif a été de renforcer la collaboration et la cohésion entre les acteurs de la jeunesse et les autorités locales dans la recherche de la paix. Il y a quelques jours, le coordonnateur de la Division provinciale de la jeunesse au Nord-Kivu, avait appelé le Gouvernement congolais à restaurer la paix et la stabilité sécuritaire à Beni et ses environs. Pour lui, le climat de paix et la stabilité va promouvoir le développement et l'entrepreneuriat de la jeunesse dans cette contrée, en proie à l'insécurité due à l'activisme des hommes armés.

Miabi : début des travaux de construction du pont Katshia. Les habitants du territoire de Miabi affirment que la construction de cet ouvrage sur la rivière Mova Katshia va faciliter le trafic entre les territoires de Miabi et Lupatapata et la ville de Mbuji Mayi. Ce nouveau pont va aussi relier certains groupements de ces deux territoires.

Plateau de Bateke : au moins 90 civils tués dans les incursions des Mobondo, depuis juin dernier. Ces miliciens ont également incendié 218 villages, occasionnant la fermeture d'environ 96 écoles de la seule division de l'EPST Maluku 2. Selon le secrétaire exécutif de la Commission Justice et Paix, les Mobondo ont causé une situation sécuritaire et humanitaire préoccupante dans les 6 groupements du plateau de Bateke. De nombreux villages ont été vidés à la suite des incendies des assaillants Mobondo. Pour arrêter cette escalade de violence et rétablir la paix dans le plateau de Bateke, la Commission Justice et Paix recommande au gouvernement d'anticiper les attaques des assaillants Mobondo au lieu d'agir après coup, tels des sapeurs-pompier et de ratisser leurs bastions en vue d'asseoir l'autorité de l'Etat. La CJP a en outre invité l'Etat à faciliter la reprise des activités économiques tout en sécurisant les chefs coutumiers ainsi que les fermiers.

Le parti politique ANCL appelle les jeunes à lutter contre la criminalité et à cultiver les valeurs positives. Pour le président du parti politique Alliance pour la nouvelle classe libérale (ANCL), l'observance des valeurs positives va favoriser la création des emplois ou de petites activités génératrices des revenus. Il a par ailleurs annoncé l'adhésion de son parti au regroupement politique Alliance pour la convention pour la république et la démocratie (ACRD) de Christophe Mboso.

Goma : plus de 11 000 déplacés bénéficient de l'aide alimentaire mensuelle à Lushagala, à une dizaine de km de Goma. Cette assistance alimentaire ne couvre pas les besoins en alimentation des familles déplacées de grande taille. Le président du comité des déplacés a fait savoir que ce site continue de recevoir du monde et demande que ce site soit bien aménagé avec la construction des latrines, l'augmentation des points d'eau. Le site de Lushagala héberge environ 68 000 déplacés de Masisi arrivés sur place depuis janvier dernier.

Beni : les femmes encouragées à postuler à tous les niveaux des élections. La responsable de l'ONG Femme congolaise pour le Développement a lancé cet appel au cours d'un échange avec des femmes membres des associations féminines de Beni. Elle les a encouragées également à adhérer aux partis politiques pour bénéficier d'un accompagnement lors des élections. Cette organisation citoyenne s'engage à accompagner les candidates même financièrement pour que le pays ait un pourcentage élevé de la participation de femmes aux scrutins à venir.

Beni : la coalition FARDC-UPDF neutralise 3 rebelles ADF à Mwalika, lors d'une embuscade tendue dans la vallée de Mwalika, territoire de Beni (Nord-Kivu). Des produits vivriers visiblement volés dans les champs de la population ont été récupérés. Le porte-parole de l'armée invite ainsi la population à ne pas fréquenter la profondeur de la vallée de Mwalika, où des patrouilles de reconnaissance et de combat ont lieu en ce moment.

Maniema : réhabilitation des axes routiers Kindu-Kasongo et Kindu-Kalima. Cela grâce au financement du gouvernement central via le Fonds national d'entretien routier (FONER). Sur l'axe Kindu-Kasongo ces travaux ont consisté en la suppression des bourbiers. Le chef de brigade de l'Office des Routes, félicite la population pour sa collaboration et promet de faire de petites retouches aux endroits non réhabilités.

Sud Kivu : 914 cas de tueries enregistrés en juin dernier contre 23 au mois de mai. Des tueries, des attaques de maisons sont récurrentes sans que des mesures correctives ne soient prises par les autorités contre ces bandits, fait encore savoir cette Synergie des associations des jeunes pour l'éducation civique électorale et la promotion des droits humains des jeunes. Elle a également relevé que la ville de Bukavu et le territoire de Fizi ont été les plus touchés par cette situation. Une occasion pour appeler les autorités à travailler sur plan provincial de sécurité.

Nord-Kivu : 75 sites des déplacés de Nyiragongo manquent d'eau potable, depuis deux semaines. Ces personnes vulnérables vivent difficilement dans les écoles et les églises sans eaux, ni toilettes et douches, où ils ont trouvé refuge. Actuellement, seule l'ONG NRC a installé quelques tanks d'eau de fortune dans 3 sites des déplacés. Mais cela ne résout pas le problème, a-t-il soutenu.

Kinshasa : Franck Diongo transféré de l'ex-Demiap vers la prison militaire de Ndolo. Ce transfèrement est intervenu après une brève audition à l'auditorat général des Fardc. Selon ses avocats, il lui est reproché les faits de bagarres au quartier Gramalique entre le groupe dit la "Force du progrès" et celui des "Mongo". Cette rixe aurait été provoquée avec l'implication de Franck Diongo et son parti. Le président du Mouvement lumumbiste progressiste MLP est encore accusé de port illégal d'arme.

Kinshasa : la DCTH demande que les kidnappeurs condamnés, vendredi, purgent effectivement leurs peines. La Dynamique de lutte contre le trafic humain et la traite des personnes (DCTH) réagissait ainsi, deux jours après le verdict rendu par le Tribunal de grande instance de Kinshasa, à l'issue du procès en flagrance des 27 kidnappeurs, tous reconnus coupables. Elle demande vivement au Premier ministre d'instruire le ministre de la Justice de veiller à ce que les kidnappeurs condamnés purgent leurs peines dans une prison située loin de Kinshasa.

Lundi 10 juillet.

Bruno Lemarquis appelle à une grande mobilisation pour une réponse efficace aux besoins humanitaires. Tout en saluant tous les financements déjà rendus possibles, le coordonnateur humanitaire en RDC a souligné que pour ce mois de juillet, la réponse humanitaire en RDC n'est financée qu'à hauteur de 30%.

Pour lui, en attendant le rétablissement de la paix dans le pays, il est urgent que ces populations soient assistées. Au Nord Kivu, le quart de la population est actuellement déplacé. Dans la province voisine de l'Ituri, 35% de la population vit en déplacement. Toutes ces personnes ont des besoins urgents qui ne peuvent pas attendre alors que l'enveloppe disponible ne peut pas couvrir la moitié de leurs besoins, a déploré Bruno Lemarquis.

Maniema : des opérateurs économiques saluent les travaux de réhabilitation de la route Kindu-Kalima. Le président intérimaire de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), à Kalima, a fait savoir qu'au lieu de 5 à 6h de route pour arriver à Kindu, lorsque la route était délabrée, les voyageurs mettent actuellement seulement 2h30 grâce à sa réhabilitation. Il plaide pour la réhabilitation de toutes les routes de Pangi afin que les opérateurs économiques travaillent dans des bonnes conditions. Par ailleurs, ces commerçants « supplient le gouvernement provincial d'engager des cantonniers pour continuer à entretenir la route. **Kalehe : près de 200 enfants de Bushushu et Nyamukubi réunifiés avec leurs familles.** Le chargé de la protection au sein de l'ONG Action chrétienne pour l'aide et le développement (ACAD) a livré ces chiffres lors de la visite du coordonnateur humanitaire en RDC aux rescapés des pluies qui se sont abattues en mai dernier. L'ACAD organise des espaces amis d'enfants au lendemain de la catastrophe, avec l'appui de l'UNICEF, à Bushushu et Nyamukubi. Ces espaces de jeux accueillent 1 275 enfants en moyenne. Cependant, des centaines d'enfants n'ont toujours pas encore retrouvé leurs familles, dans les deux villages touchés par la catastrophe.

Le parti CCR prône le respect de la notion de redevabilité. Le président du parti politique Convention des Congolais pour la redevabilité (CCR) exige ainsi des dirigeants congolais de rendre compte à la population de la gestion des ressources du pays. Il a également affirmé mener un combat fondé sur des valeurs positives ayant comme idéal, les intérêts supérieurs de la nation. Pour lui, la CCR n'est ni membre de l'Union sacrée, ni de l'opposition mais veut mettre au premier plan, la citoyenneté de la redevabilité pour l'intérêt suprême de la nation.

Kasaï-Oriental : début des travaux de construction de la cité moderne de Ditekemena. Le gouverneur du Kasaï-Oriental, prévoit de bâtir cette cité sur l'espace de 1.300 hectares, réparties en 8 zones notamment la zone administrative qui va abriter le Gouvernorat de province, l'Assemblée provinciale, l'hôtel du Gouvernement et bien d'autres services de l'Etat. La cité Ditekemena aura des bâtiments modernes, une zone administrative, des résidences privées et des espaces commerciaux, pouvant favoriser la création d'emplois et le développement économique local. Les travaux de marquage, de terrassement et de visualisation de la route de cette cité se font grâce aux ressources locales. Tandis que la construction des bâtiments administratifs sera financée par la province.

Journée mondiale du chocolat : avec une exportation annuelle de 30 000 tonnes de cacao, la RDC encore loin du club des fournisseurs de chocolatiers mondiaux. D'après la Banque africaine de développement (BAD), l'Afrique produit 73 % du cacao mondial. La Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun et le Nigeria représentent à eux seuls plus de 70 % de cette production. Avec une moyenne d'exportation de 30.000 tonnes par an, la RDC ne figure pas dans le top du classement au niveau club des producteurs de cacao. Pour le directeur provincial de l'Office national des produits agricoles du Congo au Sud-Kivu, le pays pourrait exporter jusqu'à 100.000 tonnes par an. A l'époque coloniale, le chocolatier belge 'Côtes d'or' s'approvisionnait en cacao cultivé dans le grand Bandundu et dans l'Ituri. La production s'est estompée avec le départ des colons après l'indépendance.

Kinshasa : les travailleurs des expatriés réclament l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles. L'Association des travailleurs du Congo, (ATCO), du secteur de commerces appartenant aux Indo-pakistanaïens, Chinois et Libanais et autres ont réclamé de bonnes conditions de travail. A l'en croire, ces travailleurs demandent aux autorités congolaises de se pencher sur leur situation : « Le salaire se fixe en USD, mais on nous paie à 1 415 FC le USD. Ensuite, c'est le problème des heures de travail. Les agents commencent le boulot à 7 h pour le terminer à 18, 20 voire 21 h sans bénéficier des heures supplémentaires.

Plaidoyer pour l'indemnisation des victimes des conflits armés. Pour l'Association nationale des victimes du Congo (ANVC), la mise en place du Fonds national des réparations des victimes des violences sexuelles et autres crimes graves (FONAREV) est l'aboutissement de la lutte menée par les victimes des conflits à travers le pays. Le président de l'ANVC a par ailleurs encouragé les animateurs du FONAREV à bien travailler pour gagner la confiance du chef de l'Etat et des victimes disséminées sur tout le territoire.

Développement de l'Afrique : l'ASBL COSERA prône la restauration des principes démocratiques ancestraux. La présidente du comité exécutif du Conseil de Sages des Empires et Royaumes d'Afrique (COSERA) a expliqué « nous voulons à travers cette association, assigner à la coutume un rôle plus actif en restaurant les autorités coutumières gardiennes de traditions ancestrales, dans les systèmes de gouvernance à

l'africaine et en revisitant les valeurs de la philosophie Ubuntu pour les adapter au contexte actuel. Cette philosophie prône la résolution des conflits, l'unité, la générosité et l'altruisme dans tous les pays d'Afrique ». Elle a expliqué la philosophie ubuntu par le fait de partager de manière équitable ce qui appartient à l'humanité, en étant en harmonie avec toute la création.

Maniema : suppression d'une barrière illégale dans le secteur de Beia. Le chef de secteur des Beia, territoire de Pangi (Maniema), a supprimé, le 9 juillet, une barrière illégale, érigée vers la mission Matongo, à 15 km de Baselele. Une mesure qui a réjoui le président de la société civile locale, Cette barrière était une source des tracasseries de plusieurs services de l'Etat.

Tshopo : la ville de Kisangani dotée de 2 véhicules anti-incendie. Le gouvernement provincial de la Tshopo a doté, la ville de Kisangani de deux véhicules anti-incendie. Le maire de Kisangani, se félicite de cet acte qui, selon lui, augure une bonne collaboration entre l'exécutif provincial et la mairie.

Kalehe : les rescapés sollicitent être relocalisés près de leurs villages. Selon eux, les autorités doivent prendre en compte le fait qu'ils sont obligés de continuer à travailler leurs champs pour assurer leur survie. « Nous sommes une population qui vit de l'agriculture. Si on nous amenait loin de nos champs, nous rencontrerions des difficultés de vivre parce que, là où on a proposé à Lwako, c'est à 25 km d'ici. Il n'y a pas moyen de faire 50 km par jour et travailler dans les champs pour vivre ». Les autorités devraient également capitaliser cette période de la saison sèche pour régler cette question, avant le retour des pluies en septembre, préviennent ces habitants.

Felix Tshisekedi satisfait du travail du Service national. Le chef de l'Etat a également noté la production croissante du maïs à Kanyama Kaseke. Il a indiqué que ce produit agricole est vendu à un prix abordable dans les camps militaires de la RDC. Il a en outre indiqué que l'élevage et la pisciculture seront associés à l'agriculture au Service national. Il a révélé qu'il réfléchissait encore sur un format de Service national obligatoire par lequel passeront les finalistes du secondaire pour servir la patrie pendant une année.

Les correcteurs de l'examen d'Etat, édition 2022, réclament leur prime. C'est depuis l'année dernière qu'ils auraient dû percevoir leur argent. Mais une édition plus tard, aucune somme n'est mise à leur disposition. « Rien que des promesses ». L'inspecteur général de l'EPST, juge légitime leur revendication. Mais pour lui, le dossier se trouve au niveau des ministères du Budget et des Finances. Il précise toutefois que ce mouvement des agents n'affecte pas totalement l'examen d'Etat. Le centre national de correction fonctionne. La partie paralysée est celle des correcteurs des épreuves traditionnelles. L'inspecteur souhaite un dénouement rapide de cette situation car les résultats de l'examen d'Etat de cette année ne pourront être publiés sans les cotes des épreuves traditionnelles.

La plénière de la CENI « trouve illogique d'entreprendre un autre audit externe du fichier électoral ». «Diligenter une nouvelle mission d'audit externe du fichier électoral risquerait d'éloigner la Ceni de ses priorités courantes et prochaines qui se focalisent sur les étapes devant conduire à l'organisation effective, et dans le délai, des scrutins du 20 décembre 2023. L'audit externe du fichier électoral ne constitue pas en soi une exigence légale, et moins encore réglementaire dans le contexte de la RDC. Cet audit est plutôt une activité calendaire qui fait partie des bonnes pratiques reprises dans le plan stratégique de la Ceni en vue de répondre au souci de transparence dans la constitution du fichier électoral et de toutes les autres opérations. C'est de plein gré que la Ceni s'y est soumise»,

La Ceni a promis de publier, selon les prescrits de la loi, sur son site internet, la liste des électeurs.

Ils avaient demandé à la CENI d'afficher officiellement les noms des électeurs tels que recensés lors de l'opération d'identification et enrôlement des électeurs.

Avant de quitter la RDC, le nonce apostolique Mgr Balestrero salue une population résiliente. Il a rencontré ce 10 juillet le Président Félix-Antoine Tshisekedi. « J'ai aimé ces cinq années passées au Congo où j'ai connu une population résiliente, une population qui a de l'espoir. Il est important de regarder ensemble vers le bien de la population et cela nécessite l'implication de toutes les forces vives », a-t-il exhorté. Le Pape a nommé le 21 juin Mgr Ettore Balestrero, représentant du Saint-Siège auprès des agences des Nations unies à Genève, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Peter Kazadi lance les travaux de l'extension et modernisation de l'aéroport de Kananga. Le coût de ces travaux exécutés par l'entreprise Modern Construct est évalué à plus de 32 millions USD. La construction de l'aérogare moderne des passagers est réalisée dans le cadre du programme de la modernisation des infrastructures aéroportuaires à travers la RDC. Cette nouvelle aérogare de passagers sera dotée de « toutes les facilités en matière de l'aviation ». Ces travaux s'étaleront sur 22 mois. L'aéroport de Kananga, a été construit depuis 1953.

Mardi 11 juillet.

Kinshasa : le ministre de l'Intérieur annonce des bouclages dans plusieurs quartiers pour mettre un terme à l'insécurité, créée notamment par les phénomènes kidnapping, kuluna et mobondo. Le ministre de la Communication et porte-parole du Gouvernement a dit qu'un numéro vert d'urgence sera mis à la disposition de la population incessamment. Ce numéro et ceux déjà disponibles, permettront aux personnes en danger d'appeler rapidement les forces d'ordre pour dénoncer des cas de kidnapping et de criminalité.

Kinshasa : Ensemble pour la République estime que Salomon Idi Kalonda est innocent et exige sa libération. Ce dernier a été arrêté sur base de faux renseignements et d'une enquête bâclée. Après que ses avocats ont pris possession de son dossier, il s'avère que « Salomon Idi Kalonda est totalement innocent des accusations portées contre lui et fait l'objet d'un montage grossier des services en vue de nuire à sa personne et à Ensemble pour la République parti cher à Moïse Katumbi ».

Affaire Bukanga-Lonzo : le Procureur général près la Cour constitutionnelle émet un 2e mandat contre Matata Ponyo. C'est dans le cadre de l'affaire de détournement des fonds destinés au parc agro-industriel de Bukanga-Longo. Après plusieurs invitations et mandat auxquels il n'a pas répondu, le sénateur Matata est donc attendu mercredi 12 juillet au Parquet général « pour être entendu sur des faits infractionnels à lui imputés, faute de ce faire, il y sera contraint », selon le mandat du Procureur.

Kindu : les étudiants de l'ISTM exigent la baisse des frais académiques. Selon ces étudiants, ces autorités les obligent à payer plus de 700 000 FC lieu de 630 000 comme convenu dans l'arrêté ministériel. Ils sollicitent l'implication du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, car certains étudiants risquent, selon eux, d'abandonner les études faute de moyens. Contacté, le directeur général de l'ISTM Kindu, est resté injoignable.

Equateur : la CENI n'a reçu qu'un seul dossier de candidature à la députation nationale, à 6 jours de la fermeture des BRTC. C'est pourquoi le secrétaire exécutif provincial de la Ceni a lancé, lundi 10 juillet, un appel aux candidats à la députation nationale à se hâter avant la fermeture des bureaux de réception et traitement des candidatures. En effet, dix regroupements politiques, cinq indépendants et deux partis politiques ont retiré les formulaires de candidature mais ne sont toujours pas revenus les déposer avec les dossiers. Il affirme que le seul dossier réceptionné d'un candidat indépendant de la circonscription électorale de Mbandaka a été jugé conforme.

Butembo : formation gratuite des enfants et des jeunes en poésie et art oratoire. Le cénacle des poètes dénommé « la Plume d'Or » a lancé, le 10 juillet à Butembo (Nord-Kivu), une formation gratuite en écriture et en art de scène, appelée « Ecole de la poésie ». Cette formation se déroulera durant toutes les vacances scolaires. Les enfants apprennent la poésie, comment monter sur la scène, comment se présenter et parler en public sans peur. Les adultes, eux, sont formés à écrire la poésie. Les critères de sélection à la formation consistent seulement à avoir des notions de base en français c'est-à-dire, être en mesure de s'exprimer et écrire en français.

Kasai : 4 structures médicales de Luebo reçoivent un don de plus de 100 matelas. La Fondation Djoryi Ngandu Lukadi a remis, lundi 10 juillet, un don d'une centaine de matelas à quatre structures sanitaires de Luebo (Kasai). Djoryi Ngandu a indiqué que le geste de sa fondation est un élan de cœur en faveur de cette population très démunie et non une action propagandiste.

Kongo-Central : un incendie ravage une imprimerie, un laboratoire d'école technique et la centrale des médicaments à Kisantu. Les causes de cet incendie ne sont pas encore élucidées. Mais plusieurs sources affirment que le feu est parti de la SODAC, qui a connu une modernisation ces derniers jours avec l'acquisition et l'installation des nouveaux équipements pour l'impression des bâches, T-shirts et d'autres imprimés. Un court-circuit électrique pendant l'installation de ces équipements serait peut-être à la base de cet incendie.

L'ambassadeur de France en RDC soutient le pré-cantonement du M23 et les prescrits de Nairobi et de Luanda. Il s'est félicité de la mobilisation diplomatique importante qui s'observe ces derniers jours sur la situation en RDC au niveau de la région. Il confirme le soutien total de son pays à cette mobilisation et la coopération militaire avec la RDC. Selon lui, la feuille de route de Luanda doit être le fil conducteur de toute action. « Il y aura une réunion demain à Goma, qui vise en quelque sorte à rendre plus effectif, visible et immédiat le processus de pré-cantonement puis de cantonnement. Et c'est à ça que, tous doivent travailler. Et nous constatons qu'il y a eu au cours des dernières semaines beaucoup de mobilisations diplomatiques au niveau régional, et ça, nous le soutenons et nous l'encourageons fortement », a conclu Bruno Aubert.

Sud-Kivu : les forces burundaises se déploient à Mikenge dans les hauts plateaux. Le porte-parole des Fardc à Minembwe, rassure que ces troupes effectuent des patrouilles conjointes de combats avec les Fardc et des relèves de leurs hommes dans les différentes positions de la région. Leur passage à Mikenge a été salué par les habitants qui disent "en avoir marre avec les attaques ciblées des groupes armés locaux aux alentours de cette localité". Des sources concordantes signalent que les forces burundaises sont à la poursuite des rebelles burundais dirigés par Nzabampema, Gisiga et des combattants rwandais des FDLR.

Tshikapa : un opérateur économique assassiné par des bandits armés. Prince Tshibola, opérateur économique, a été abattu dans la nuit du lundi à mardi 11 juillet à Tshikapa (Kasaï), par des hommes à mains armées, non autrement identifiés, dans la commune de Mabondo.

Kinshasa accueille un échange sur la formation en évènementiel ce vendredi. Placé sous le thème : « Comment devenir expert en évènementiel », cet échange est centré sur trois thématiques à savoir : l'art de la scène, du concept à l'excellence et la stratégie évènementielle. Selon l'organisateur de cette activité, pour bien organiser un évènement, il faut bien préparer son budget, avoir les informations sur le lieu de cette activité et faire le choix de bons prestataires. Ce forum entend accueillir environ 200 personnes entre autres, des acteurs du secteur de l'évènementiel, des entrepreneurs et des passionnés par le domaine de l'évènementiel.

Bandundu : lancement de l'opération d'identification des taximen motos, membres de l'association des chauffeurs et motocyclistes du Kwilu, (ACMK) œuvrant dans la ville de Bandundu, comme taximan. Au cours de cette opération, chaque motard reçoit sa carte de membre ainsi qu'un gilet qui porte un numéro propre à lui. Le souci est de lutter contre l'insécurité semée par des criminels à moto qui commettent plusieurs forfaits dans la ville.

Cette opération d'identification des motards va se clôturer le 20 juillet.

Ituri : le gouverneur réceptionne 100 000 USD du caucus des députés, au bénéfice des Fardc au front. Cet argent est un appui de l'Assemblée nationale affecté aux militaires des Fardc engagés au front dans cette région. L'objectif est de renforcer la capacité opérationnelle de l'armée en vue de mettre fin à l'activisme des groupes armés contre la population. Le gouverneur de province, en sa qualité de chargé des opérations, a salué ce geste qui, selon lui, est un réconfort moral pour les troupes qui se sacrifient pour la nation et promet une bonne utilisation de ce fonds : « Les cent mille dollars, une partie sera remise au commandant région pour l'achat des vivres à nos militaires qui sont dans les opérations ». Les élus de l'Ituri ont salué le retour de la sécurité imposée par l'armée ces derniers jours sur le tronçon Iga barrière-Mongwalu dans le territoire de Djugu.

Est de la RDC : Bruno Lemarquis va plaider pour la formation des jeunes déplacés. En tournée dans l'Est de la RDC, le coordonnateur humanitaire, Bruno Lemarquis, fait remarquer que ce problème n'est pas particulier à ce site de déplacés. Il estime que les institutions nationales chargées de la formation professionnelle devraient se pencher sur cette question pour éviter «d'avoir en RDC une génération perdue». « On sait qu'il ne faut pas trop longtemps pour avoir ce qu'on appelle une génération perdue, c'est-à-dire si les enfants ne vont pas à l'école avec des services et une éducation de qualité, pendant quelques années, ils vont commencer à perdre et ensuite ils vont rester en arrière. Occupez nos jeunes, apprenez-leur des métiers Personnellement, je me suis engagé à parler aux autorités compétentes au niveau des institutions nationales chargées de la formation professionnelle, parce que c'est vrai, c'est un sujet très important ».

Mercredi 12 juillet.

L'EPST met en place un support numérique de suivi de la paie des enseignants sur le terrain. « Cet outil permet d'assurer un suivi efficace et en temps réel des différentes étapes de la paie des salaires des enseignants et celles des frais de fonctionnement alloués aux écoles, d'évaluer les performances des opérateurs de paie sur terrain, en prenant en compte leurs capacités de se déployer sur l'ensemble des entités à couvrir et des délais d'exécution de la paie des effectifs mis en leur disposition », a expliqué le ministre de l'Enseignement. Ce support permettra aussi d'informer les autres structures telles que la Banque Centrale du Congo, le comité de suivi de la paie et même l'Association congolaise des banques, sur les capacités opérationnelles des opérateurs de paie.

Instabilité du taux de change : des experts recommandent le rapatriement en devise de 40% de la vente des minerais. Cela comme l'exige la législation de change de la Banque centrale du Congo (BCC). Cette mesure permettra, selon ces experts, de stabiliser la monnaie locale sur le marché de change. Les analystes expliquent cette disparité du taux de change par la loi de l'offre et de la demande. Ils rappellent que la RDC a opté pour le libre marché de change. Cela signifie que le marché se régule en fonction de la devise dans les transactions.

Ainsi, les commerçants qui vendent essentiellement en franc congolais ont constamment besoin des devises pour renouveler leurs stocks à l'étranger. Or, ces devises ne sont pas toujours disponibles dans les banques commerciales. Dans la configuration actuelle, c'est le dollar américain qui se fait rare pour satisfaire leurs besoins. D'après ces mêmes experts, une des solutions proviendrait de la Banque centrale du Congo qui dispose à ce jour de plus de 4 330 000 000 USD en réserves de change. Et pour eux, il lui suffirait d'injecter par exemple 100 millions USD pour équilibrer la masse monétaire.

Grand Kasai : suspension du trafic ferroviaire entre Mwene-Ditu et Kananga pour plus d'un mois. Cette décision est due à un éboulement de terre survenu samedi dernier sur la voie ferrée. Cet éboulement a emporté la terre sur une distance de près de 70 m, suspendant ainsi en l'air la voie ferrée. Les travaux devront durer au moins un mois : « Il faut des engins pour remblayer la terre, faire une déviation et créer la variante ». Tous les engins et matériels ne sont pas disponibles à Mwene-Ditu.

Rutshuru: le M23 occupe Bukombo centre depuis mardi, chef-lieu du groupement portant le même nom, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Ces combattants assiègent cette contrée à l'issue de combats qui les ont opposés aux groupes armés locaux dans la région de Bwito, précisément à Bukombo. Les rebelles du M23 sont venus des 4 coins pour attaquer les groupes armés locaux à Bukombo. A cause des affrontements qui s'en sont suivis, une partie de la population a pris la fuite pour se mettre à l'abri. Pendant ce temps, en territoire de Masisi voisin, certaines sources indiquent que les rebelles du M23 renforceraient leurs positions vers Bishusha, Sanseti et Shang'i, proche de Kiroliwwe. Ces derniers auraient utilisé plusieurs habitants de Bwiza pour transporter leurs effets.

Justice : l'ACAJ salue des mesures visant à améliorer l'administration judiciaire en RDC. Parmi lesquelles, l'interdiction des arrestations et libérations fantaisistes et l'exécution des mandats d'amener les week-ends, dimanches et jours fériés, sauf sur sa dérogation expresse. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) a levé l'option de relayer ces différentes mesures. « Nous allons surveiller quotidiennement l'action, le comportement des magistrats de parquet à travers tout ce ressort et puis de deux, nous allons l'accompagner en organisant conjointement des séances d'évaluation à des termes que nous allons convenir incessamment avec lui », a précisé le président de ACAJ. Pour lui, ces mesures sont salutaires car « le mal est profond » au sein de la magistrature congolaise : « Nous constatons qu'il y a un groupe d'individus engagés au service de l'Etat pour administrer la justice, avec des pouvoirs exorbitants. Mais, eux ne se considèrent pas comme des gens soumis aux mêmes lois. Ils se considèrent comme étant exonérés à la fois des obligations légales mais aussi celles d'éthique et de déontologie. Nous pensons qu'il faut sévir ».

La Tshopo compte 3 concessions de la foresterie locale sur les 165 octroyées. Le Directeur exécutif du Centre d'appuis à la gestion durable des forêts tropicales, justifie cette contreperformance par le manque de dialogue franc entre les parties prenantes impliquées dans la gestion de foresterie en RDC : « Il n'y a pas harmonisation des approches d'accompagnement et il y a une interférence venue de l'extérieur par l'élite, par les politiques qui font que finalement, le processus n'avance pas ». Le Directeur pays de Tshopo-RDC, qui a laissé entendre que le secteur de la foresterie est porteur d'avenir sur la planète, a promis de s'investir pour apporter main forte dans le but d'avoir plus des organisations qui accompagnent la communauté dans ce domaine.

Le Parti travailliste congolais soutient la vulgarisation de la loi électorale. La mauvaise interprétation de la loi électorale crée une barrière entre les candidats et les agents électoraux affectés dans les Bureaux de traitement et de réception des candidatures (BRTC). « La question est celle de savoir, s'agit-il de manque de moyens pour vulgariser la loi électorale ou d'une simple planification pour empêcher les autres partis politiques d'atteindre 300 candidats exigés par la loi électorale. Prions à ce que ceux qui financent les élections puissent aider le président de la Ceni, sur le projet de la vulgarisation de la loi électorale à travers le BRTC », a prévenu le président du Parti travailliste. Il s'étonne que le pouvoir des mandataires soit mis en cause par les BRTC.

Mai-Ndombe : 13 conducteurs de taxi moto pris en otage par des assaillants Mobondo à Kwamouth. Si dix ont été relâchés aux dernières nouvelles, les trois autres sont portés disparus. Selon le président de la société civile du territoire de Kwamouth, la situation sécuritaire reste préoccupante dans cette partie de la province de Mai-Ndombe. La milice Mobondo continue de commettre des exactions dans plusieurs villages, perturbant ainsi la quiétude de quelques paisibles citoyens vivant encore dans cette contrée. Ce mercredi, la population de Kwamouth était dans la rue pour dénoncer la persistance de l'insécurité et réclamer le retour de la paix dans cette entité.

Processus de Nairobi : Uhuru Kenyatta appelle tous les groupes armés à cesser les hostilités et à déposer les armes avant tout dialogue. Pour le facilitateur du processus de Nairobi, le dépôt des armes et la cessation des

hostilités par tous les groupes armés va « permettre à nos frères et sœurs de vivre dans la paix dans ce pays plein des potentiels ». D'après le gouverneur du Nord-Kivu, la province attend beaucoup de cette deuxième réunion pour mettre fin à « cette guerre inutile ». Au cours de cette première journée des travaux, Il était question d'évaluer la mise en œuvre des décisions prises le 30 juin à Nairobi en rapport avec le début effectif des opérations de démobilisation et pré-cantonement des rebelles du M23.

Pas d'engouement aux BRTC de Lubumbashi : les partis politiques évoquent les difficultés financières. Les partis et regroupements politiques de Lubumbashi (Haut-Katanga) ont expliqué, le 11 juillet, qu'ils manquent de moyens financiers pour déposer leurs listes de candidats à la députation nationale. Ils disent également être en difficulté d'atteindre le seuil de représentativité et de recevabilité. Ce sont ces deux raisons qui les bloquent à déposer les dossiers de leurs candidats. Selon des sources sur place, seul un candidat indépendant a déposé son dossier à la députation nationale, à trois jours de la clôture de cette opération, à Lubumbashi.

Maniema : 60% des travaux routiers d'urgence réalisés (Travaux publics). Il s'agit de 40 km réhabilités sur l'axe Kindu-Kasongo contre 20 km sur l'axe Kindu-Kalima. Sur l'axe Kasongo-Samba-Mulowe, l'Office des routes a construit un pont en béton armé de 15 m en, réfectionnant 17 km sur le tronçon Wamaza-Salamabila. Le directeur provincial de l'Office des Routes, demande aux autorités d'équiper cette entreprise étatique avec de nouveaux matériels. Selon lui, les anciens matériels sont vétustes et occasionnent des dépenses additionnelles.

MIBA : le renouvellement de l'outil de production et l'énergie électrique, deux défis pour la nouvelle équipe dirigeante. Depuis sa création en 1961 jusqu'en 2000, la MIBA produisait en moyenne plus de 6 millions de carats de diamant par an. Actuellement l'entreprise n'est plus capable de produire même 1000 carats par jour. La nouvelle équipe doit aussi étudier les mécanismes pour rendre la paie mensuelle régulière, car les agents et travailleurs de la MIBA comptent plus de 100 mois d'impayés. Elle doit également appliquer le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) ainsi que la mise en retraite honorable des travailleurs.

Ituri : au moins 156 000 personnes affectées par des violences armées à Djugu au 1^{er} semestre 2023 (MSF). Selon le chef de Mission de MSF, de nombreuses personnes n'ont pas accès aux soins de santé de qualité dans ce contexte d'insécurité qui limite les interventions humanitaires. Dans une communication à la presse à Bunia, cette structure a exprimé son inquiétude devant la dégradation de la situation sécuritaire dans le territoire de Djugu. Cette situation est due aux attaques meurtrières des groupes armés avec comme conséquence des pertes en vies humaines et le déplacement de la population. Selon MSF, ces 156 000 personnes se sont ajoutées aux 1 700 000 autres recensées depuis 2017. Au moins, 26 630 consultations médicales ont été menées par les équipes MSF.

Législative nationale : aucune candidature déposée à Goma, à 3 jours de la clôture de cette opération. 49 partis et regroupements politiques ainsi que des candidats indépendants ont tout simplement retiré les formulaires, sans faire le dépôt de la liste de leurs candidats jusqu'à ce jour. Et pourtant, il ne reste que 3 jours pour clôturer cette opération. Démarrée le 26 juin, l'opération de dépôt et traitement des candidatures se clôturer le 15 juillet.

Beni : au moins 100 personnes tuées à Eringeti depuis le début de l'année, dans différentes attaques attribuées aux rebelles des ADF. Pour la société civile d'Eringeti plaide pour des opérations militaires d'envergure contre les rebelles des ADF et suggère aussi le renforcement des positions des Fardc afin de sécuriser les populations paysannes qui sont souvent la cible de ces rebelles dans leurs champs. Les ADF, traqués par les Fardc, les casques bleus de la Monusco et l'UPDF fuient les zones opérationnelles pour s'attaquer aux populations civiles.

Maniema : la société civile dénonce l'usage commercial de l'ambulance de l'hôpital de Samba. La société civile fustige l'usage commercial de l'ambulance par l'hôpital général de référence de Samba. Ainsi, pour transférer un patient de Samba à Kindu, les frais de transport varient entre 1. 200.000 et 1.500.000 FC (entre 526 et 658 USD) avec des multiples rubriques. Le président exige une entrevue avec les responsables de l'hôpital sur la gestion de cette ambulance pour en définir les modalités de déplacement.

L'avocat de Matata Ponyo qualifie d'anticonstitutionnel le mandat de comparution adressé à son client. Attendu ce mercredi 12 juillet au parquet général près la Cour constitutionnelle suivant le mandat de comparution adressé le 10 juillet dernier, l'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo ne s'est pas présenté. Selon l'avocat conseil du sénateur Matata, si c'est pour l'affaire Bukangalongo, ce mandat de comparution est anticonstitutionnel, la Cour constitutionnelle s'étant déjà déclarée incompétente sur ce dossier. Si ce mandat de comparution concerne de nouvelles infractions, ce n'est pas à la Cour constitutionnelle de l'émettre.

Bukavu : plus de 20 jeunes formés aux techniques agricoles. Ces jeunes venus du Kasai, de Kinshasa et des territoires du Sud-Kivu sont regroupés au sein de l'unité opérationnelle Brigade des jeunes de l'Institut Africain de leadership agricole (AALI) qui ambitionne de promouvoir l'agriculture comme métier noble et rentable auprès des jeunes et ainsi booster leur participation dans ce secteur. « Il y a ceux qui sont chargés de la production, principalement la production du maïs et de soja. Il y a ceux qui accompagnent les producteurs, qui ont la charge de la mécanisation. Ils vont accompagner les producteurs dans la préparation du sol et autres. Il y a ceux qui sont chargés de la transformation. Il y a ceux qui sont chargés de l'éducation. Ils vont aller dans les écoles, les instituts pour sensibiliser sur l'importance de l'agriculture ». « Nous formons ces jeunes gens pour les amener à devenir des businessmen parce qu'il y a de l'argent dans cette agriculture ». Ce projet soutient le volet agriculture du programme de développement des 145 territoires.

Le FPI a baissé son taux d'intérêt d'accès aux crédits de 10% à 6%, selon Julien Paluku. Le ministre de l'Industrie, encourage les opérateurs économiques de la région de Beni-Butembo et Lubero à soumettre leurs demandes de crédit au Fonds de promotion de l'industrie (FPI). « Nous avons abaissé le taux d'intérêt d'accès aux crédits du FPI de 10% à 6% pour toutes les entreprises et à 4% pour les entreprises des jeunes et des femmes. Cela signifie que lorsque vous prenez un crédit au FPI pour relancer une activité industrielle, vous ne payez que 6% de taux d'intérêt contre 12, 14 et 18% dans les banques », a annoncé le ministre de l'Industrie. D'après lui, ces mesures peuvent relever l'économie de la région touchée par l'insécurité.

Jeudi 13 juillet.

Martin Fayulu à la Ceni : « Cette fois-ci, ça ne passera pas ». Le président du parti Engagement citoyen pour le développement appelle à un audit externe du fichier électoral par un organisme indépendant. Faute de quoi, sa plateforme électorale Lamuka ne déposera pas de candidatures à tous les niveaux. En conséquence « nous rappelons au peuple congolais que conformément à l'article 64 de la constitution, nous avons l'obligation de faire échec à toute forme de dictature. Nous devons donc nous mobiliser pour empêcher que la parodie électorale en préparation ne se réalise ». Il rappelle que la vérité des urnes commence par un fichier électoral fiable.

Tshopo : lancement de l'opération de contrôle des militaires pour maîtriser les effectifs de l'armée. Selon le porte-parole de l'Inspection générale des Fardc, cette opération, initiée par le Président de la République, est mise en œuvre par l'Inspection générale en vue de maîtriser les effectifs de l'armée nationale pour sa réorganisation. Cette mission de contrôle s'étend sur toute l'étendue du territoire national en garnison comme en opération

Maniema: 540 candidats passent l'examen national de la formation professionnelle, répartis dans 11 centres sur toute la province de Maniema participent à ces épreuves de 12 jours. Le directeur provincial de la formation professionnelle et métiers, a aussi rappelé la nécessité de doter en infrastructures le secteur de la formation professionnelle, surtout la construction des centres et instituts de la formation professionnelle et métiers.

Elections des députés nationaux : Ensemble pour la République dépose la liste de ses candidats, ce 12 juillet.

« Aujourd'hui nous sommes venus donner le go pour le dépôt des candidatures des députés nationaux dans l'ensemble du grand Katanga et nous sommes déterminés, comme vous le savez à remporter les élections à tous les niveaux en commençant par la présidence de la République avec Moise Katumbi ». Un cadre du parti a précisé que sur cette liste, il y a des candidats de leur parti mais aussi des regroupements qui viennent avec eux.

Cherubin Okende retrouvé mort ce jeudi matin à Kinshasa. L'ancien ministre des Transports et porte-parole du parti Ensemble pour la République, a été retrouvé mort, criblé de balles, dans son véhicule sur l'avenue Poids Lourds à Kinshasa, ont confirmé ses proches. Tôt ce matin, avant cette découverte macabre, son parti politique signalait, dans un tweet, son enlèvement qui serait intervenu, la veille « au Parking de la Cour constitutionnelle ». **Assassinat de Cherubin Okende : Felix Tshisekedi, consterné, « enjoint la Justice à faire toute la lumière sur ce dossier,** afin de sanctionner les coupables de cet acte ignoble ». Le Président de l'Assemblée nationale, demande au Gouvernement à travers ses services spécialisés et à la justice d'ouvrir « des enquêtes intégrales et inclusives dans tous les sens pour identifier et sanctionner les auteurs de ce crime odieux ». Pour Jean Marc Chataigner, ambassadeur de l'Union Européenne, « retrouver et traduire en justice les auteurs du crime est une priorité absolue ». **Meurtre de Chérubin Okende : Moise Katumbi parle d'un « assassinat politique ».** « Je suis très en colère, je suis très triste. C'est un assassinat politique pour Chérubin qui était la voix du parti. Quand on ne contrôle plus rien dans le pays, on arrête mes conseillers et mes partenaires, on tue, et on veut nous réduire au silence... Nous n'allons jamais accepter », a déclaré Moise Katumbi. Il réclame une enquête indépendante pour « savoir la vérité ». Le président d'Ensemble affirme ne plus confiance aux institutions congolaises. **Meurtre de Chérubin Okende : la Monusco salue la décision des autorités de « trouver les**

coupables et rendre justice». Les Etats-Unis, l'ambassadrice du Royaume-Uni en RDC, recommandent que ce crime fasse « objet d'une enquête immédiate et que les responsables soient traduits en justice ». Pour l'ambassadeur de l'Union Européenne auprès de la RDC, « retrouver et traduire en justice les auteurs du crime est une priorité absolue ». **Meurtre de Chérubin Okende : la CENCO veut que « toute la lumière soit faite sur ce crime sauvage et sanglant ».** « La Conférence épiscopale nationale du Congo condamne sans réserve ce meurtre ignominieux et crapuleux d'un opposant politique en cette période pré-électorale. Ce crime intolérable et inadmissible risque d'exaspérer le climat politique à la veille des élections générales. Cet assassinat lâche et odieux, qui rappelle les circonstances de celui de l'activiste de droits de l'homme Floribert Chebeya, intervient à la suite des arrestations des membres de son regroupement politique ». Mais aussi à la suite d'une série de « violences verbales et physiques des fanatiques des certains partis politiques qui menacent la cohésion nationale et ne sont malheureusement pas interpellés par leurs leaders moins encore par la justice ». **Meurtre de Chérubin Okende : l'opposition entre colère et recherche de la vérité.** On peut lire, à travers leurs publications sur les réseaux sociaux la colère, l'incompréhension et leur espoir de voir la justice mettre la main sur les auteurs de cet acte ignoble. **Présence de Chérubin Okende à la Cour constitutionnelle : l'appel à témoins lancé.** « Toute personne qui aurait aperçu Chérubin Okende dans les installations de la Cour constitutionnelle est donc appelé à collaborer avec la justice à travers les enquêtes en cours », a lancé le président de la Cour Constitutionnelle. Chérubin Okende, était passé à la Cour constitutionnelle afin de décaler son rendez-vous avec un juge. Il est resté au parking et a envoyé l'un de ses proches déposer le courrier, rapportaient certains témoins ce jeudi matin.

Sa Majeste Mwami Wihala appelle à la préservation de la culture Bayeke. Aux médias, Mwami Wihala a déclaré : « le Jubilé d'argent de Sa Majesté Mwami Mwenda Bantu Munongo Godefroid Junior restera gravé dans les annales de la chefferie des Bayeke ». Cette cérémonie a été marquée par des danses traditionnelles, des chants et des discours élogieux en l'honneur de Sa Majesté Mwami Mwenda Bantu. Les participants ont pu admirer l'exposition d'objets d'art et de patrimoine des Bayeke, mettant en valeur la riche culture de cette communauté.

Phénomène kidnapping à Kinshasa : les kinois se méfient des taxis, les recettes des taximen baissent. Avec l'ampleur du phénomène kidnapping dans la ville de Kinshasa, les habitants doutent de plus en plus à prendre place à bord des taxis, voire taxi-moto, qui est les moyens utilisés par les kidnappeurs pour leur sale besogne. L'une des conséquences est que le transport en commun souffre de cette situation. C'est donc la psychose qui s'installe dans la ville, malgré des appels au calme des autorités depuis quelques jours.

Ituri : présentation de 22 présumés bandits armés à Bunia. Ces malfrats ont été arrêtés au cours des opérations militaires menées par les forces de sécurité la semaine dernière dans les territoires d'Irumu et de Mambasa. Ces hors-la-loi sont constitués en trois groupes. Le premier groupe est dirigé par le chef Mai-Mai. Ces hommes et femmes armés auraient commis plusieurs crimes graves contre la population dans la région minière de Niania et une partie de la réserve de faune à Okapi. Ils seraient responsables de la mort d'un Chinois et d'un policier dans un carré minier vers Niana. Le second groupe est constitué de trafiquants d'armes et de munitions. Le troisième groupe est composé de jeunes en majorité du quartier Saio. Ils sont accusés d'avoir détruit plusieurs biens des habitants au quartier Hoho lors d'une manifestation de protestation de la mort par balles d'un de leur compagnon.

Bunia : le gouverneur de l'Ituri lance un ultimatum de 3 mois aux jeunes miliciens, de déposer les armes « avant qu'ils ne soient contraints par les Fardc ». Il a demandé à ces jeunes de saisir cette opportunité en devenant des acteurs de développement au lieu de continuer à se livrer à la violence contre la population. Le gouverneur a ajouté que les récalcitrants seront neutralisés au cours des opérations militaires en préparation. Il a, à cette occasion, annoncé la montée en puissance des Fardc dans deux ou trois mois, avant de lancer un ultimatum.

Est de la RDC : au moins 1 600 000 personnes ont bénéficié de l'aide du PAM au 1er semestre 2023. « Pour le moment la PAM a mis en œuvre ce que nous appelons le skill up ; en fait c'est une mise à l'échelle, ça veut dire une augmentation du volume de nos activités et principalement dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri. Globalement le PAM a assisté un million six cent mille personnes et nous comptons pouvoir assister trois millions six cent mille personnes d'ici à la fin de l'année. Raison pour laquelle, vous venez de constater avec moi que le nombre de personnes à assister a augmenté sensiblement ». Cette augmentation de l'assistance du PAM est due principalement « aux facteurs ayant poussé des populations exposées aux conflits à se déplacer »

Ebola à l'Equateur : l'Unicef dote la Division provinciale de la Santé d'une Jeep 4x4. Par ce don de véhicule, l'Unicef s'est engagé avec ses partenaires, dont la Banque Mondiale et l'UG-PDSS, à soutenir les efforts du gouvernement tant national que provincial, dans la mise en œuvre des activités de prévention et de

riposte contre Ebola et la COVID-19, a indiqué le chef de bureau intérimaire de l'Unicef/ Equateur. Les risques de résurgence sont encore présents et nécessitent un système efficace de remontée des alertes.

Développement de 145 territoires : la société civile déplore la lenteur des travaux à Gungu. « La société civile vient de faire un constat par rapport au projet de 145 territoires. En réalité, les remises devraient être faites après 6 mois de travail. Mais on vient de passer les 6 mois, aucune infrastructure n'a été remise à l'autorité locale ». Elle appelle ainsi l'entreprise ayant gagné ce marché à accélérer les travaux.

Nord-Kivu : l'orphelinat « Tukinge Yatima» de Kasindi Lubiruha surpeuplé, sa responsable lance un S.O.S au gouvernement. Selon la responsable de cette maison d'hébergement, son centre compte à ce jour plus de cinq cents orphelins dont les parents ont été tués dans différentes attaques armées dans la région. Elle se dit débordée par cet afflux, lance un appel au gouvernement et aux personnes de bonne volonté pour une assistance.

Processus de Nairobi : les parties prenantes appelées à réunir les conditions de pré-cantonement du M23. Une évaluation a été faite sur la mise en application des engagements pris par toutes les parties, notamment, le gouvernement congolais, la force régionale de l'EAC, la Monusco et d'autres structures régionales impliquées dans le processus de paix de Nairobi. Cependant, à la fin de cette réunion, aucune déclaration officielle n'a été faite par rapport aux questions de fond liées à ce processus de paix. C'est notamment la question de savoir pourquoi les rebelles du M23 ne font pas diligence pour leur pré cantonnement à Rumangabo. Autres questions restées sans réponses officielles, sont celles de savoir les acteurs qui n'ont pas remplis leur part d'engagements ; et comment va concrètement se dérouler ces opérations de désarmement des rebelles du M23.

Ituri : le gouvernement provincial et la Monusco engagés à renforcer la sécurité dans les sites des déplacés à Djugu. Les deux parties ont pris cet engagement au cours d'une réunion d'évaluation présidée par le gouverneur au quartier général de la Monusco à Bunia. Elles ont résolu notamment de renforcer l'effectif des militaires et d'intensifier les patrouilles pour anticiper les menaces des groupes armés contre les civils dans ces sites des déplacés. Le chef de bureau de la Monusco en Ituri, a rappelé que les casques bleus assurent déjà la protection directe de centaines de milliers de déplacés dans le territoire de Djugu. La province de l'Ituri compte plus d'un million sept cent mille déplacés disséminés dans 75 sites. D'autres encore vivent dans des familles d'accueil.

Vendredi 14 juillet.

Meurtre de Chérubin Okende : la commission d'enquête associera les services étrangers. Selon le porte-parole du gouvernement « nous avons convenu que nous allons associer à cette enquête des services étrangers des pays amis pour qu'en toute transparence et très rapidement, nous puissions faire la lumière sur ce crime odieux qui arrive dans un contexte où nous étions déjà sous vigilance ». Il a indiqué que la police nationale annoncera des mesures pour renforcer la sécurité des personnes et de leurs biens. Il fait remarquer que se positionner, faire des déclarations, alors qu'il y a une enquête a commencé au niveau de la police n'est pas prudent. **Ensemble pour la République dénonce « l'acharnement sur l'opposition ».** Son secrétaire général, a notamment cité l'interdiction au président d'Ensemble pour la République de se mouvoir dans les provinces du Kongo-Central et du Kwilu, l'enlèvement du député provincial de Kinshasa Mike Mukebaya et celui de Salomon Idi Kalonda sur le tarmac de l'aéroport de Ndjili. Il a aussi noté les perquisitions des résidences de Moïse Katumbi à Kinshasa et de Salomon Idi Kalonda et celle de sa mère à Lubumbashi. Il a fustigé l'arrestation d'autres acteurs politiques dont le péché principal est d'être étiqueté proche du président d'Ensemble tel que Franck Diongo. **L'ACAJ regrette « un homme intelligent, pacifique et ouvert qui avait encore beaucoup à donner au pays ».** Le président de l'ONG Association congolaise pour l'accès à la justice, a demandé aux acteurs politiques « d'éviter des discours qui peuvent nuire au vivre ensemble ». Il les a également appelés à attendre les conclusions de l'enquête qui vient de commencer. **« Je condamne avec fermeté ce crime crapuleux » (Denis Mukwege).** Le Prix Nobel de la paix 2018, a exprimé sa solidarité avec le parti politique Ensemble pour la République dont l'illustre disparu était porte-parole. Il a en outre invité les mouvements citoyens, organisations, confessions religieuses et partis politiques à se concerter pour donner une réponse commune à « ces graves violations des droits humains et défendre la démocratie et la paix dans notre pays ». **Rostin Manketa : « Chérubin Okende a trouvé la mort dans les circonstances similaires à celles de Floribert Chebeya ».** Le Directeur exécutif de l'ONG La Voix des sans voix (VSV) a indiqué « à voir la manière dont le député national a été assassiné, cela nous rappelle la tragédie d'assassinat de Floribert Chebeya, ancien directeur exécutif de La Voix des Sans Voix pour les droit de l'homme dont le corps sans vie a été retrouvé dans la voiture de l'organisation ». Il exige l'institution d'une enquête indépendante pour élucider la mort de Chérubin Okende. **Kinshasa : le garde du corps et le chauffeur de Chérubin Okende auditionnés par la police (sources judiciaires).** Ils sont en détention et en train d'être encore auditionnés sur ces faits par le

Parquet de grande instance de Kinshasa-Gombe depuis jeudi 13 juillet. L'enquête se poursuit au niveau de la police et de la justice. **Assassinat de Cherubin Okende : le Cardinal Ambongo invite à prier pour « le repos de l'âme » du défunt.** « La violence, d'où qu'elle vienne est laide. Elle est d'une laideur repoussante car elle détruit la dignité de l'homme créé à l'image de Dieu. Et toute violence est rejetée par le cœur sacré du Christ car elle vient du démon », a martelé le Cardinal. Le prélat catholique a aussi demandé l'intercession pour « tous ceux qui promettent la mort aux autres, oubliant les 4 vérités dernières auxquelles aucun être humain n'échappe : la mort, le jugement dernier, le paradis ou l'enfer ».

Ituri : plus de 50 policiers formés sur la sécurisation des élections. L'objectif est de renforcer les capacités opérationnelles de ces hommes en uniforme. Cet atelier organisé en collaboration avec la section UNPOL de la Monusco et financé par le PNUD va se tenir également à Goma (Nord-Kivu) et à Bukavu (Sud-Kivu). A travers ce forum, les Nations unies veulent rendre le processus électoral en cours plus crédible.

Walikale : 17 morts recensés dans la prison centrale en 6 mois. Selon les responsables de cet établissement pénitentiaire, les conditions carcérales sont à la base de ces cas de décès récurrents. Les détenus manquent de rations alimentaires et de médicaments faute de subvention de l'Etat. La prison de Walikale n'a pas de dispensaire et en cas de maladie grave d'un prisonnier, on s'attend inévitablement à son décès.

20 ans de Top Congo FM : Christian Lusakweno remercie des milliers d'auditeurs. Initiateur Top Congo FM, l'a dit à Radio Okapi à la veille de la célébration, ce vendredi, de 20 ans d'existence de son média, émettant à Kinshasa et relayée à travers le pays via des radios de proximité. « Si on a fait du chemin, le chemin encore à parcourir est bien long. Non seulement nous aurons besoin de cette équipe, mais surtout de l'amour de nos auditeurs qui, dans 463 radios différentes de la RDC, ont fait le choix de Top Congo FM ».

Combats M23-Wazalendo : la population de Bwito sollicite le déploiement des forces de l'EAC. Ces deux forces se battent, depuis trois jours, à l'arme lourde, précisément à Bukombo (Nord-Kivu). La population de ce coin du pays demande que les militaires burundais de l'EAC basés à Kitshanga puissent progresser jusqu'au niveau de Bukombo-centre pour sécuriser la population.

Mbandaka : plaidoyer pour l'application de la convention de lutte contre la corruption. Le directeur de l'Observatoire de surveillance de la corruption et de l'éthique professionnelle (OSCEP) s'interroge « L'avenir du pays, c'est la jeunesse. Mais qu'en est -t-il de cette jeunesse encrée dans la corruption et les antivaleurs à partir de leur maison ? ». Il regrette le fait qu'un élève donne de l'argent à ses enseignants pour passer des classes.

Beni : deux personnes retrouvées mortes à Mapobu, à environ 15 km de Mayi Moya, territoire de Beni. Il s'agit du deuxième vice-président de la société civile du groupement Bambuba Kisiki et d'un officier militaire des Fardc. Les deux victimes sont tombées dans une embuscade de présumés ADF.

Masisi : les miliciens APCLS emportent plus de 100 vaches à Katuunda. Pour le président du Conseil territorial de la jeunesse, il est actuellement difficile de confirmer ou d'infirmer le pillage de ces vaches dans cette zone où plusieurs groupes armés font la loi. Il dit poursuivre les enquêtes avant de donner un bilan définitif de ce pillage.

Kalemie : 5 personnes relâchées après leur interpellation pour trouble à l'ordre public. D'après le ministre provincial de l'Intérieur, ces personnes détenaient des T-Shirts, calicots et autres affiches portant la mention « Non au retour de la gouverneure Julie Ngungua dans le Tanganyika ». Il les accuse de vouloir troubler l'ordre public, après la réhabilitation de la gouverneure Ngungua par la Cour constitutionnelle. Cependant une agitation s'observe à Kalemie (Tanganyika) depuis la réhabilitation de la gouverneure de cette province par la cour constitutionnelle.

Abu Dhabi : satisfaction des délégués de Primera Gold DRC SA à la raffinerie d'or Auric Hub. A la raffinerie Auric Hub, les délégués de Primera Gold DRC SA ont visité la fonderie et assisté au processus de raffinage de l'or dès son arrivé jusqu'à l'extraction de toutes ses impuretés. Louis Watum, administrateur au sein de l'entreprise Primera Gold DRC SA, n'a pas caché sa satisfaction après cette visite jugée fructueuse. Entreprise du portefeuille de l'Etat congolais, Primera Gold DRC SA a exporté, depuis janvier dernier, 2 tonnes d'or. Ses activités principales se résument par l'achat, la commercialisation et l'exploitation de l'or issu de l'exploitation artisanale, ainsi que l'installation et la mise en place d'un écosystème de blockchain décentralisé, avec un portail de paiement numérique entièrement intégré.

Sud Kivu : « L'érection de Kamanyola en commune rurale relève de la compétence nationale » (Albert Labani). Le ministre provincial de l'Intérieur du Sud Kivu, a ainsi répondu aux jeunes de Kamanyola qui, la

semaine dernière, réclamaient l'érection de Kamanyola en commune rurale. Il assuré que le gouvernement provincial du Sud-Kivu va s'impliquer pour l'aboutissement de cette question.

Nord-Kivu : les femmes de Mubambiro invitent Bintou Keita à s'impliquer pour le retour de la paix. Elles sollicitent la réouverture de la route Sake-Kitshanga pour permettre à la contrée de Sake de reprendre vie. Ces femmes ont également déploré le nombre croissant des cas des violences sexuelles à cause de l'insécurité dans leur zone. Selon elles, Bintou Keita, la cheffe de la Monusco a promis son implication dans la recherche des solutions durables aux questions de sécurité dans la province du Nord-Kivu.

Samedi 15 juillet.

Ituri : 12 cadavres découverts dans deux villages de Mambasa. D'après la Nouvelle société civile congolaise, ce meurtre a été perpétré par un groupe d'ADF en fuite pendant un assaut des Mai-Mai. Des rescapés indiquent que les recherches se poursuivent dans la forêt de Mangina Pori et Batshu-batshu pour retrouver une vingtaine d'autres corps. Le commandement de la 31e Brigade basée à Mambasa s'active pour traquer ces rebelles.

L'ECC consternée par « l'assassinat » du député Chérubin Okende. L'Eglise du Christ au Congo a affirmé, « avoir appris avec consternation, l'assassinat odieux, crapuleux de Chérubin Okende, député national et ministre honoraire des Transports. Aucun motif politique, religieux, tribal, ethnique ou linguistique ne peut justifier le renversement de notre mythe fondateur en tant que nation et notre auto-détermination en tant que peuple ». **Des organisations syndicales mobilisent pour rendre hommage à Chérubin Okende.** Le porte-parole de cette organisation syndicale, a lancé cet appel lors d'un échange avec la presse kinoise. « La Synergie des organisations syndicales, sociales et confessionnelles est consternée par l'assassinat du camarade Chérubin Okende syndicaliste de qualité et acteur politique de poigne. Nous invitons tous les acteurs de la société civile et les syndicalistes à la grande mobilisation pour honorer la mémoire de notre cher camarade ». Elle a recommandé au gouvernement de diligenter des enquêtes sérieuses pour que le réseau de commanditaire de ce crime politique soit démantelé.

Nord-Kivu : des centaines de familles de Bukombo affluent vers Mwesso, fuyant l'avancée du M23. Ces rebelles ont pris possession de Bukombo, au terme d'après combats qui les ont opposés aux forces d'autodéfense locales appelés les «Wazalendo ». Ces familles arrivent démunies et visiblement fatiguées. Elles vivent toutes entassées dans les écoles et dans les églises sans eau ni nourriture. Les organisations locales de la société civile redoutent ce qu'elles qualifient de désastre humanitaire si rien n'est fait dans l'immédiat.

Le Congolais Rémy Ngoy réélu membre de la CADHP pour 6 ans. Il a été crédité de 41 voix sur 45 votants. Créée le 2 novembre 1987 à Addis-Abeba (Éthiopie), la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples a pour mandat de juger le respect par un Etat partie des droits de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples et de tout autre instrument relatif à la protection des droits de l'Homme ratifié par cet Etat.

Le programme éducatif « Root and Shoot » alerte sur les menaces d'extinction du chimpanzé, dans les réserves naturelles congolaises. « Le nombre de chimpanzés que nous avons a sensiblement baissé à cause du braconnage. Les braconniers ont intensifié leur activité et menacent l'existence même de cette espèce animale. La lutte contre l'extinction des chimpanzés repose sur l'éducation. Il faut qu'on éduque les personnes, qu'on leur montre l'importance de la protection de l'environnement, de la faune sauvage. Si quelqu'un connaît une personne qui garde chez elle ces animaux, il est important d'informer l'ICCN ou d'autres organisations de conservation de la nature pour la réhabilitation et leur réintégration dans le parc ».

Walikale : 151 prévenus et 9 condamnés recensés dans la prison centrale. Avec une capacité d'accueil de 50 détenus, la prison de Walikale en compte 162, dont 99 civils et 63 militaires et policiers. Ils sont tous en état de détention préventive depuis plusieurs années. Neuf civils seulement sont condamnés et purgent leurs peines dans cette prison. 122 dossiers sont fixés au niveau du tribunal de grande instance de Goma. Faute de moyens logistiques et financiers, la composition du tribunal ne peut se déplacer pour organiser des audiences foraines.

Affaire Ntaganda : la CPI fixe à 30 300 000 USD le montant à payer aux victimes des exactions. Cette chambre a également rendu les conclusions sur environ 3 000 victimes directes et indirectes de crimes contre des enfants soldats. Tandis que l'estimation du nombre approximatif de victimes directes et indirectes des attaques de Bosco Ntaganda est de 7 500 personnes au total. Le procès de Ntaganda s'est ouvert le 2 septembre 2015. Le 8 juillet 2019, la Chambre de première instance VI de la CPI a déclaré Bosco Ntaganda coupable de 18 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, commis en Ituri, RDC, en 2002-2003. Le 7 novembre 2019, il a

été condamné à une peine totale de 30 ans d'emprisonnement. La Chambre de première instance a rendu une ordonnance de réparation le 8 mars 2021. Le verdict et la peine ont été confirmés le 30 mars 2021.

Kwango : les Fardc repoussent l'attaque des miliciens Mobondo à Nselemwedi, territoire de Kenge. Le porte-parole de la 11^{ème} région militaire, garnison de Kikwit, a indiqué que ces miliciens continuent d'opérer dans plusieurs autres villages du même territoire et aussi dans celui de Popokabaka. Les opérations se poursuivent. Il est demandé aux paisibles citoyens de ne plus fuir dans la brousse au risque d'être confondus aux miliciens.

Lubero : plusieurs localités sous occupation des miliciens. Ces assaillants profitent de l'absence des FARDC pour y exploiter des minerais dans les différents carrés miniers. Au Sud-Ouest de Lubero, au moins 75 % du groupement Tama ou encore 95 % du groupement Itala sont occupés par le Front patriotique pour la paix/armée du peuple. Dans sa partie Nord-Ouest, l'Union des Patriotes pour la Libération du Congo (UPLC) occupe au moins 8 villages de la chefferie des Baswagha. Les groupes Mai-Mai « Léopards » et « Ngolenge » occupent de 13 villages sur la côte Ouest du Lac Edouard. Les Mai-Mai Simba, Kifagiyo et l'Union des Patriotes pour la Libération et la Démocratie occupent vingt villages dans le secteur de Bapere.

Haut-Katanga : au moins 10 dossiers déposés aux législatives nationales. L'incertitude gagne ceux qui ne sont pas encore prêts pour diverses raisons, dont le manque de preuve de paiement et des listes avalisées par les autorités morales. Les candidats députés nationaux n'ayant pas encore déposé leurs dossiers se livrent à une course contre la montre. A quelques heures de la fin de réception des candidatures, de nombreux mandataires, listes à la main, franchissent les portes du BRTC. Certaines formations politiques attendent toujours que les listes envoyées à Kinshasa auprès de leurs autorités morales leurs soient retournées pour qu'ils les déposent. **La CENI proroge de 7 jours l'opération de dépôt de candidatures pour les députés nationaux.** La Ceni précise que cette décision est prise après le constat selon lequel, il y a certains Bureaux de réception et traitement des candidatures (BRTC) qui n'ont pas enregistré de dossiers de candidatures jusqu'à l'heure de la fermeture ce samedi à 16h30. La Ceni affirme, après échange avec les parties prenantes, que les candidats font face aux défis de constitution de leurs dossiers de candidatures, les difficultés logistiques, des programmes de vol et transmission des preuves de paiement des frais de dépôt de candidature. Elle note aussi que cette décision est prise « pour assurer l'inclusivité du processus électoral » et « garantir l'équité de traitement entre candidats ». La Ceni affirme, dans le même communiqué, avoir accordé certaines facilités. Les formulaires C5, C6, C7 et C8 peuvent désormais être scannés et envoyés par voie électronique aux mandataires des candidats, au niveau de la circonscription électorale, pour permettre le dépôt du dossier. Les titres académiques sont soumis à la certification conforme. A défaut, une attestation justifiant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, suffit. Au total 171 BRTC répartis sur tout le pays ont été ouverts pour recevoir et examiner les dossiers des candidatures.

Kasaï-Oriental : les élus provinciaux mettent en place une commission pour entendre leur président. Composée de cinq députés provinciaux et de deux experts, cette commission devra entendre le président de l'organe délibérant du Kasaï-Oriental sur des griefs portés à sa charge. Il s'agit de mauvais fonctionnement de l'assemblée provinciale. Le rapport de l'audition du président de cet organe délibérant est attendu lors de la plénière de mardi prochain. La session extraordinaire ouverte vendredi dernier s'est déroulée dans un climat apaisé grâce aux bons offices de Mgr Bernard Emmanuel Kasanda qui avait fait le déplacement de l'hémicycle.

Nord-Kivu : violents affrontements entre miliciens locaux et M23 dans la chefferie de Bwito. Les miliciens locaux, entre autres les Nyatura, ont répondu à une nouvelle attaque des rebelles du M23 qui tentaient de prendre le contrôle de nouvelles localités dans les groupements Bambo et Bukombo. Plusieurs sources locales rapportent que depuis trois jours consécutifs, des affrontements sont rapportés dans la zone, causant un mouvement important de populations.

Justice : Franck Diongo bénéficie d'une liberté provisoire, a annoncé son parti politique, le Mouvement lumumbiste progressiste (MLP). Il a quitté la prison militaire de Ndolo pour sa résidence. Selon son parti, l'auditorat militaire a estimé qu'il n'y a pas crainte pour sa fuite et qu'il peut à tout moment répondre aux invitations qui lui seront lancées pour la suite de l'instruction pré-juridictionnelle de son dossier. Interpellé depuis le 20 juin par les Renseignements militaires à Kinshasa, il a passé 26 jours en détention provisoire.

Félix Tshisekedi lance « un appel ultime à la renaissance de la justice voulue et attendue de tous, une justice qui assure et rassure, particulièrement en cette période charnière de consolidation de notre jeune et précieuse démocratie ». Il a lancé cet appel à l'occasion de l'ouverture de la session de formation de 2500 nouveaux magistrats civils et militaires. « Sans la justice, il n'y a pas de développement possible. Mais un

« système judiciaire efficace est un moyen de dissuasion et de paix », a indiqué le chef de l'Etat. Le Président Félix Tshisekedi rappelle que les questions lancinantes de la corruption et de l'impunité des criminels ainsi que sur les autres antivaleurs qui, généralement, accentuent la descente aux enfers du pays. Dans ces conditions, ajoute-t-il, « la justice ne saurait être ce régulateur vers lequel accourent les citoyens lorsqu'elle-même est immergée par des pratiques corruptives et autres agissements qui n'inspirent plus confiance, s'invitant de ce fait sur le banc des accusés ». Il a engagé le Gouvernement de la République à travailler avec le Conseil supérieur de la magistrature afin de doter le pouvoir judiciaire des moyens adéquats pour le fonctionnement des chambres de discipline, des juridictions et offices, et aussi pour l'amélioration du traitement des magistrats, les frais de mutations, les primes de brousse et surtout la prise en charge médicale et funéraire. Il appelle aussi le Conseil Supérieur de la magistrature à plus d'objectivité et de rigueur dans les promotions des magistrats et leurs affectations en faisant respecter la règle de rotation et veiller que les mêmes magistrats ne deviennent des roitelets de certains ressorts d'où ils sont intouchables ou inamovibles.

